Théo Guéret

« No son 30 pesos, son 30 años » : l'insurrection chilienne de 2019 comme resultat de la conduite politique du pays depuis le retour a la democratie

TABLE DES MATIERES

Table des matières....2

Introduction....3

1 Le modèle néolibéral chilien : un système inégalitaire pensé et instauré sous la dictature d'Augusto Pinochet....4

1.1 La soumission d'un nombre important de sphères de la société au marché libre : un néolibéralisme orthodoxe et décomplexé....4

1.2 Un modèle économique instauré sous une dictature à la répression violente....7

1.3 La Constitution de 1980 et les lois organiques de 1989/1990 : des verrous qui garantissent la longévité du modèle....9

1.4 La question de l'éducation : exemple de soumission du social au marché et point de tensions 12

2 30 ans de retour à la « démocratie » : consolidation et modifications légères du modèle chilien 15

2.1 La *Concertación de partidos por la democracia* : une timide remise en cause de l'héritage dictatorial....15

2.2 La démocratie comme idéal : la disparition du conflit en politique....17

2.3 L'opposition entre l'État et le peuple Mapuche : persistance des conflits dans une période de recherche du consensus....20

2.4 Une transition démocratique exemplaire ?....23

3 *« No era paz, era silencio »* : octobre 2019, le réveil d'une mémoire et d'une conscience populaire endormies....26

3.1 La jeunesse : émergence d'un nouvel acteur dès 2006....26

3.2 « Chile despertó » : le réveil de la mémoire....29

3.3 Un peuple qui se regarde : la prise de conscience d'un système qui génère les inégalités..32

3.4 L'aboutissement de processus de rejet des vieilles institutions… pour en créer de nouvelles 34

Conclusion....37

Post Scriptum (au 29/10/2020)....38

Bibliographie....39

Ressources académiques....39

Ressources non-académiques....43

Annexes....46

INTRODUCTION

Depuis le 18 octobre 2019, le Chili connaît un soulèvement populaire de très grande ampleur, marqué par des manifestations extrêmement massives et des affrontements presque quotidiens entre manifestants et *carabineros*, les forces de police du pays. Si les manifestations ont émergé autour de la question de la hausse du prix du ticket de métro de Santiago en heure de pointe, à hauteur de 30 pesos par trajet, la contestation ne s'est absolument pas limitée à la capitale, et, rapidement, d'autres revendications ont émergé, remettant en cause le système néolibéral chilien. Nous combinerons deux conceptions du néolibéralisme ; la première en nous limitant à la dimension économique et la seconde en donnant une perspective sociologique au concept. Ainsi, le néolibéralisme tel qu'il est pensé par Milton Friedman promeut l'économie de marché, une compétition la plus libre possible entre les acteurs, une réduction maximale du rôle de l'État et la disparation du public au profit du privé. Une telle orientation politique est censée donner aux individus une liberté totale, la liberté économique étant, selon Friedman, la première et la principale de toutes les libertés. Dans une perspective sociologique foucaldienne, en analysant la manière dont un ethos néolibéral se constitue, le courant peut être défini ainsi : *« Le néolibéralisme doit être compris comme un ensemble de discours, de dispositifs, de disciplines conduisant à la transformation du mode de gouvernement des hommes, des relations sociales et des subjectivités avec pour norme la concurrence généralisée. Le néolibéralisme, c'est pour le dire en bref, la construction d'un individu-entreprise, autocentré, maximisateur, cherchant à capitaliser les ressources pour accroître son pouvoir et ses biens personnels. La rationalité néolibérale a pour originalité d'étendre la logique du marché à toutes les sphères de l'existence humaine, y compris la sphère politique »*[1].

Au Chili, ce modèle a été implanté sous la dictature militaire d'Augusto Pinochet, arrivé au pouvoir le 11 septembre 1973 suite à un coup d'État contre le gouvernement du président socialiste Salvador Allende. À partir de 1975, le pays entre dans un cycle de transformation sociale et économique, qui conduit à la mise en place du modèle néolibéral, qui n'a pas été remis en cause après le retour de la démocratie en 1990. La contestation la plus importante du système néolibéral chilien n'est survenue qu'en 2019, même s'il ne faut pas invisibiliser les quelques mouvements sociaux survenus dans le pays depuis 1990. Pour parler des évènements des sept derniers mois, nous ferons le choix d'éviter d'employer le terme « mouvement social », car il implique deux éléments absents en 2019 : une conduite politique partisane ou syndicale ainsi qu'un objectif clair ; dans un mouvement social, la mobilisation vise un changement d'un état A existant à un état B qui marquerait la fin du mouvement. Les termes employés dans cet écrit seront alors des dérivés de l'expression employée au Chili, « estallido social », qui signifie « explosion sociale », parmi lesquels « insurrection » semble être le plus pertinent. En effet, il évoque un refus de continuer à vivre dans un certain ordre social, sans impliquer un programme de changements prédéfinis ou une conduite politique. Le terme « révolte » semble aussi approprié, dans une moindre mesure. Finalement, il ne semble pas possible de parler de « révolution », car il n'y a eu ni prise de pouvoir, ni conduite politique claire.

Nous axerons notre analyse autour du questionnement sur le slogan « no sons 30 pesos, son 30 años », en cherchant dans l'histoire politique et sociale récente, depuis le retour à la démocratie en 1990, les racines de l'insurrection de 2019. La première partie présentera une analyse du système chilien et, ce dernier ayant été mis en place sous la dictature, impliquera de sortir ponctuellement des bornes temporelles définies ci-dessus. Ensuite, l'analyse se centrera sur la conduite politique des gouvernements démocratiques, leurs intentions et l'impact de leurs décisions. En dernier lieu, il sera

[1] Christian LAVAL, « De l'Homme économique au sujet néolibéral ». Conférence donnée le 3/06/2010 à Cerisy.

intéressant de montrer comment la mémoire de la dictature et les politiques récentes sont des facteurs structurants de l'insurrection de 2019.

1 LE MODELE NEOLIBERAL CHILIEN : UN SYSTEME INEGALITAIRE PENSE ET INSTAURE SOUS LA DICTATURE D'AUGUSTO PINOCHET

1.1 LA SOUMISSION D'UN NOMBRE IMPORTANT DE SPHERES DE LA SOCIETE AU MARCHE LIBRE : UN NEOLIBERALISME ORTHODOXE ET DECOMPLEXE

Le coup d'État du 11 septembre 1973, en destituant un président démocratiquement élu, a ouvert la possibilité d'un changement radical du modèle social, politique et économique chilien, qui se caractérisait principalement par un État développementaliste et une économie capitaliste[2]. La lutte contre la menace du « cancer marxiste », et la volonté de faire table rase du passé, sans véritable horizon politique clair, exprimé par les dirigeants de la junte militaire, Augusto Pinochet en tête, donne une occasion aux économistes néolibéraux du pays[3] de mettre en place leur programme économique. C'est grâce à cette « thérapie de choc »[4] que le Chili va devenir le laboratoire du programme économique et politique néolibéral développé par Milton Friedman et l'école de Chicago. Il est possible d'en dégager trois aspects principaux, une « trinité néolibérale » pour reprendre la métaphore de Naomi Klein : dérégulation, privatisation et ouverture totale aux capitaux étrangers. Il se produit alors dans la période 1973-1990, une « révolution capitaliste », comme le développe Manuel Gárate : *« Les militaires, sortis vainqueurs de cette lutte, se sentaient attirés par la nouvelle orthodoxie économique non pas tant parce qu'ils en comprenaient la logique interne, mais parce qu'elle leur fournissait cohérence et discipline dans un cadre technoscientifique et, par conséquent, idéologiquement neutre et éloigné de toute négociation et arrangement politique. De cette manière, le processus apparaissait comme irréversible et applicable à toute proposition. C'est en ce sens que nous le considérons révolutionnaire. »*[5]

Le modèle économique chilien actuel est l'héritier de cette révolution réalisée pendant les 17 ans de pouvoir de Pinochet. Reprenant le triptyque néolibéral évoqué plus haut, il est possible d'analyser quelques modalités de cette révolution. Premièrement, l'immense majorité des entreprises qui avaient été nationalisées dans la période de gouvernement socialiste de Salvador Allende sont restituées. Cependant, ce processus de dénationalisation est doublé d'un mouvement massif de privatisation, qui accompagne les politiques de l'ensemble de la dictature, à l'exception de la période de crise économique de 1982/1983. Paradoxalement, le gouvernement militaire amortit les effets de cette crise en concentrant une bonne partie de l'appareil productif et en nationalisant les banques privatisées en 1975. Il faut aussi noter que nombre d'économistes s'accordent pour dire que les effets de la crise ont pu être contrôlés grâce au maintien sous administration publique de la principale corporation cuprifère, CODELCO[6]. Conformément à la doctrine monétariste des économistes de Chicago, une des

[2] En raison de ses très fortes ressources en cuivre (et dans une moindre mesure en bois), le pays a historiquement attiré les capitaux étrangers, impactant ainsi l'organisation politique du pays : l'État régule l'exploitation capitaliste des ressources et de la force de travail du pays. Pour approfondir sur ce sujet, voir Gabriel SALAZAR VERGARA, *Movimientos Sociales en Chile. Trayectoria histórica y proyección política*, Santiago de Chile, Uqbar editores, 2012.

[3] Il existe une véritable enclave idéologique néolibérale à la Pontifica Universidad Católica (PUC) de Santiago suite aux échanges universitaires mis en place avec l'université de Chicago dans les années 50/60, dans le but de créer une pensée alternative au modèle développementaliste dominant en Amérique Latine.

[4] Naomi KLEIN, *La stratégie du choc: la montée d'un capitalisme du désastre*, trad. fr. Paul GAGNE, Arles, France, Leméac ; Actes Sud, 2008.

[5] Manuel GARATE CHATEAU, « La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003 »École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), 2010., p.184

[6] L'entreprise avait été nationalisée par Salvador Allende et le maintien de son caractère public est un des uniques aspects du programme de l'UP sur lequel la junte n'est pas revenu dans les années post coup d'État.

transformations principales de l'économie chilienne doit passer par un changement de politiques monétaires et une ouverture totale aux capitaux financiers internationaux. De manière concrète : les banques doivent être privées, afin de mettre en place des offres de crédits et de permettre l'arrivée sur le marché bancaire national de grands groupes internationaux. Ainsi, en 1975, le gouvernement autorise par décret les banques à fixer leur taux de crédits, promulgue la *Loi Générale des banques* en 1986, et achève le processus avec la mise en place de l'autonomie totale de la Banque Centrale du Chili, dans les dernières années du régime en 1989. Ce dernier changement est fondamental puisqu'il modifie les principes mêmes de régulation, comme l'analyse l'économiste Bárbara Stallings: *« Cette année-là (1989), la Banque Centrale du Chili s'est vue accordée son autonomie, faisant ainsi passer le système des opérations de change d'un système où toutes sont interdites, sauf si elles sont explicitement autorisées, à un système dans lequel elles sont toutes autorisées, sauf celles qui sont explicitement interdites ».*[7]

Dans la même logique de libéralisation du marché financier, une des évolutions phares mise en place par le régime est la fixation d'un taux douanier unique de 10% pour les importations, quels que soient les produits. Ce taux passera à 15% après la crise de 1982, car l'arrivée massive de produits étrangers a produit un trop grand endettement du marché intérieur par rapport au marché extérieur, générant certaines conditions de la crise. Sous la dictature, le modèle économique chilien devient donc ouvertement néolibéral, les dirigeants de la junte et les « Chicago Boys » souhaitant faire du pays un exportateur de matières premières, assurant son approvisionnement en produits essentiels par des importations totalement libres.

Par la suite, les « politiques sociales », telles que l'accès à la santé, le système de retraite ou encore l'éducation vont être repensées. Ici, le cas chilien n'est pas un exemple isolé, mais il est une nouvelle fois un précurseur, un terrain d'expérimentation. Manuel Gárate voit dans la nouvelle manière d'aborder les politiques sociales une rupture forte, un véritable changement de paradigme : *« Le plus grand changement socioculturel se produisit donc lorsque l'idée de droit social fut remplacée par le concept de service, auquel on assigne un prix de marché et qui peut être pourvu par les agents publics, autant que par les agents privés. »*[8]. Dans le cas du Chili, le principal changement tient à l'instauration, puis à une forme de sanctuarisation d'un principe, celui de subsidiarité de l'État. Ainsi, le marché et les acteurs privés deviennent les principaux pourvoyeurs de services et l'État se cantonne à un rôle annexe : d'une part, il doit s'assurer que le marché peut rester totalement libre, d'autre part, il doit prendre en charge les cas que les acteurs privés ne veulent pas traiter. Pour illustrer, nous pouvons prendre l'exemple du système de santé, largement critiqué aujourd'hui, et de l'articulation entre les ISAPRE et les FONASA[9]. Il est alors intéressant de noter que le système privé peut instaurer des critères de discriminations (selon les revenus ou le type de pathologie) et donc, dans une certaine mesure, « choisir » ses affiliés, alors que le système public doit prendre en charge tous ceux qui le demandent. Ainsi, les ISAPRE se fondent sur une logique marchande, avec comme objectif la génération de bénéfices, et les FONASA absorbent les coûts les plus importants, au risque de ne pas atteindre l'équilibre financier. Maria Eliana Labra analyse cette articulation de la manière suivant : *« Ressuscitant la vieille idée conservatrice selon laquelle seuls les pauvres et les indigents doivent recevoir la protection sociales de l'État, l'accès à l'aide médicales s'est vue stratifiée ainsi: individuelle; les classes moyennes peuvent opter pour un régime de libre élection du FONASA, avec*

---

[7] Bárbara STALLINGS, « Las reformas estructurales y el desempeño económico », *in* Ricardo FFRENCH-DAVIS et Bárbara STALLINGS (dir.), *Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, p. 34. *"En ese año (1989) se otorgó la autonomía al Banco Central de Chile, y la regulación de las operaciones cambiarias pasó de un sistema donde todas las operaciones estaban prohibidas, amenos que se autorizaran explícitamente, a otro en que todas estaban permitidas, salvo que fuesen prohibidas explícitamente"*

[8] M. GARATE CHATEAU, *La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003*, *op. cit*. p.238

[9] Les Instituciones de Salud Previsional (ISAPRE), créées en 1981, sont les acteurs privés du système de sécurité sociale, les Fondos Nacionales de Salud (FONASA) sont les acteurs publics.

des remboursements variables selon le statut professionnel ; les strates les moins rentables sont reçues par les services étatiques, avec une gratuité conditionnée à la preuve de la condition de pauvreté, ou payant selon un pourcentage calculé sur les revenus »[10]. Cette nouvelle relation public-privé implémentée sous la dictature ne se limite pas au système de santé, mais concerne l'ensemble des domaines de politiques sociales traditionnellement gérées par l'État.

Pour comprendre le modèle néolibéral chilien, il est également essentiel d'analyser le système de retraites, et son institution principale : les AFPs (Adminstadoras de Fondos de Pensiones). C'est en effet un des points qui cristallisent le plus de tensions durant l'insurrection de 2019, durant laquelle les tags et les pancartes « NO+AFP », « Fin aux AFP », ont fleuri. Ce système, mis en place dans la seconde moitié des années 80, autorise la création d'entreprises (regroupées sous le terme d'AFP) dont le rôle est la gestion des fonds placés par les travailleurs chiliens en prévision de leur retraite. Il s'agit d'un système de retraite individuel, dans lequel il existe une concurrence totale entre les AFP, afin que les travailleurs soient, selon les penseurs du système, libres de choisir où mettre leur argent. Au-delà du changement de paradigme et de la disparation de l'idée d'un système de solidarité intergénérationnelle, l'apparition de nouveau modèle a eu un effet beaucoup plus insidieux, en approfondissant les inégalités du pays, et en en créant de nouvelles. Manuel Gárate attire notre attention sur cet effet collatéral (ou non) : *« Cette réforme prévisionnelle chilienne généra un immense actif de capitaux, que les groupes économiques locaux utilisèrent pour prendre le contrôle des grandes entreprises de l'État, privatisées à partir de la seconde moitié des années 1980. La structure de la propriété au Chili fut alors profondément modifiée par l'irruption des AFP qui commencèrent à gérer des fonds gigantesques. Puis le secteur bancaire et les AFP s'unirent progressivement, creusant de manière significative l'écart de l'inégalité au Chili produit par la création des plus grands pôles de concentration de la richesse jamais observés dans le pays. »*[11]. Enfin, il faut souligner qu'environ 40% des travailleurs ne sont affiliés à aucun fond de pension car trop coûteux, et que ce système, profondément inégalitaire, a été mis en place par Jose Piñera, le frère de l'actuel président Sebastian Piñera.

Ce point nous permet d'aborder un dernier aspect du modèle chilien : la constitution d'une élite politique, souvent en lien avec la dictature ou avec des partis démocratiques qui défendent son héritage[12], et économique, constitués des dirigeants des principales grands entreprises chiliennes. Bien souvent, ces deux groupes se recoupent, entraînant une union entre élites politiques et économiques. Grâce à de nombreux mécanismes, tels que les normes constitutionnelles, la création de Think Tanks dans un contexte de « démocratie de marché » ou encore la mainmise sur les médias (nous reviendrons plus tard sur ces trois aspects), l'élite chilienne parvient à tirer profit du modèle inégalitaire mis en place sous la dictature. En se concentrant sur l'analyse de la répartition du revenu, il est important de rappeler le constat de Mario Matus : *« En 2017, 50 ans plus tard, le Chili est seulement revenu au niveau d'inégalité qu'il connaissait en 1969 »*[13]. Or, le Chili était déjà inégalitaire il y a 50 ans, puisque

---

[10] María Eliana LABRA, « La reinvención neoliberal de la inequidad en Chile : el caso de la salud », *Cad. Saúde Pública*, Vol 18, n°4, p. 1046. *"Resucitando la vieja idea conservadora de que solamente los pobres e indigentes debían recibir protección social del Estado, el acceso a la asistencia médica quedó así estratificado : individual ; (b) los sectores medios pueden optar por el régimen de libre elección del FONASA, con copagos variables según el nivel del profesional ; (c) los estratos de bajas rentas son atendidos en los servicios estatales de forma gratuita mediante comprobante de la condición de pobreza, pagando, en caso contrario, un porcentaje de acuerdo a los ingresos".*

[11] M. GARATE CHATEAU, *La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003*, *op. cit*. p.246

[12] On fait référence ici à l'Union Democrata Independiente (UDI), créée en 1983 par Jaime Guzman, le principal rédacteur de la constitution de 1980, qui défend encore aujourd'hui les « bons aspects » du régime de Pinochet, et dans une moindre mesure à Renovación Nacional (RN), moins à droite mais souvent allié à l'UDI.

[13] Mario MATUS G., « Desigualdad: La grieta que fractura la sociedad chilena », *in* Mauricio FOLCHI (dir.), *« Chile Despertó ». Lecturas desde la Historia del estallido social de octubre*, Santiago de Chile, 2019, p. 61. "*Luego de 50 años, en 2017 Chile sólo ha recuperado el nivel de desigualdad que tenía en 1969"*

que le projet d'une meilleure répartition des revenus a été un des piliers de la victoire de l'Unité Populaire en 1970. De plus, en 2016, la frange des 1% les plus riches du pays capte 33% de la création de richesse, la part la plus haute parmi les pays membres de l'OCDE. Il existe au Chili, une élite qui s'enrichit toujours plus, grâce au système mis en place par la dictature de Pinochet. Et comme la richesse n'est pas illimitée, l'enrichissement de ces quelques-uns depuis plus de 30 ans s'est fait au détriment de beaucoup d'autres. L'explosion sociale survenue en octobre 2019 est sans aucun doute un produit de cet accroissement des inégalités, qui semble sans fin.

1.2 UN MODELE ECONOMIQUE INSTAURE SOUS UNE DICTATURE A LA REPRESSION VIOLENTE

En 1977, l'association Amnesty International reçoit le prix Nobel de la paix pour « la protection des droits fondamentaux des prisonniers d'opinion », notamment grâce à son activité de dénonciation des violations de droits humains au Chili et en Argentine. L'année précédente, Milton Friedman avait reçu le prix Nobel d'économie, pour « ses réalisations dans les domaines de l'analyse de la consommation, de l'histoire et de la théorie monétaire, et pour sa démonstration de la complexité de la politique conjoncturelle. », théories qui sont mises en pratique… au Chili. Il est néanmoins possible de penser que l'adoption des politiques préconisées par Friedman, n'a rien à voir avec la répression opérée par le régime de Pinochet, qu'il s'agit en somme d'une coïncidence. Cependant, de l'aveu des acteurs de l'époque, la mise en place des théories néolibérales de l'école de Chicago, et leur succès relatif, est intimement liée à la nature du régime chilien, une dictature militaire. Il est par exemple possible de reprendre les constats de Sergio De Castro, ministre de l'économie puis des finances entre 75 et 82, ici cité par Naomi Klein : *« « L'opinion publique [nous] était très défavorable. Nous avons donc eu besoin du soutien d'une forte personnalité pour appliquer la politique. Nous avons eu la chance que le président Pinochet comprenne et ait la force de résister aux critiques. » De Castro laissa aussi entendre qu'un « gouvernement autoritaire » était mieux équipé pour préserver la liberté économique en raison de l'utilisation « impersonnelle » qu'il faisait du pouvoir. »*[14]. Le lien entre l'implémentation du néolibéralisme et l'autoritarisme du régime apparaît ici clairement. Il est possible d'aller plus loin en soulignant que l'anéantissement total des forces d'opposition potentielles a permis une totale liberté dans l'implémentation des politiques les plus brutales. À titre d'exemple, la CUT (Centrale Unique des Travailleurs), principal syndicat du pays en 1973, est interdite dans les premiers mois du régime, et les acteurs syndicaux sont au mieux écartés du débat, au pire persécutés. De la même manière, les partis membres de l'Unité Populaire, et les forces les plus à gauche telle que le MIR (Movimiento de Izquierda Revolucionaria), sont condamnés à la clandestinité et un nombre important de leurs dirigeants sont tués ou arrêtés. Selon le rapport VALECH, publié en 2004, au moins 2279 personnes furent tuées, 29000 torturées et au moins 130.000 ont été détenues par le régime[15].

Cette répression se légitime par la nécessité de purger le corps social du « cancer marxiste ». Selon certains auteurs[16], il est possible de parler d'un véritable terrorisme d'État, en particulier dans la période de 1973 à 1982, caractérisée par les moments les plus difficiles de la répression. En effet, dans la période qui suit le coup d'État, la société est traumatisée et va rester dans un état violent, entretenu par le gouvernement. « *Ce traumatisme implique certes la rupture du fonctionnement institutionnel de la société, mais surtout l'introduction de la menace politique comme facteur constitutif des relations*

[14] N. KLEIN, *La stratégie du choc*, *op. cit*. p. 294

[15] Néanmoins, il ne s'agit que d'une photographie des cas recensés en 2004, en raison de la nature conflictuelle et complexe de la mémoire de cette période, il est probable que le nombre de victimes de la répression de la dictature soit plus élevé.

[16] On peut citer par exemple Frank Gaudichaud, (Franck GAUDICHAUD, *Chili 1970-1973 : Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.) ou Antonia García Castro (Antonia GARCIA CASTRO, *La mort lente des disparus au Chili: sous la négociation civils-militaires, 1973-2002*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002.)

sociales, suivant des conditions de violence et de terrorisme d'État »[17]. Il apparaît ici que le corps social chilien va être maintenu dans un état de choc prolongé, état qui va permettre une conduite politique sans opposition.

Comme dans d'autres pays d'Amérique Latine, la répression de la dictature de Pinochet a impliqué deux caractéristiques principales : la torture systémique et la disparition des opposants, qui deviennent des « detenidos desaparecidos » (détenus disparus). S'il ne semble pas nécessaire de revenir sur le traumatisme que cause la mort, traumatisme qui devient politique dans un cadre répressif, il semble que les deux pratiques que nous venons de mentionner ont un potentiel coercitif extrêmement grand. La torture, dans le cas chilien, devient systémique, c'est-à-dire qu'elle n'est pas exercée de manière ponctuelle sur un prisonnier, mais qu'elle est la norme, et qu'elle tend à s'appliquer à tous les détenus. Ainsi, la torture devient une des bases de la répression du régime, ainsi qu'une menace permanente. L'objectif, et le caractère hautement traumatique qu'elle comporte, peuvent être définis de la sorte : *« La torture avait pour objectif principal la destruction de l'identité politique et psychologique des sujets, à l'aide de différentes méthodes. Le caractère traumatique de ces pratiques entraine leur prolongation dans les consciences des sujets et de leurs familles, bien après la fin des actes de torture à proprement parlé »*[18]. Il est ici intéressant de noter qu'elle comporte une triple étendue temporelle : la première au niveau du détenu qui subit la torture, la seconde toujours pour le détenu qui a subi la torture et en porte les séquelles physiques et psychologiques, et la troisième, plus insidieuse, qui permet au régime de faire peser la menace du « même sort » sur toutes les personnes se trouvant dans une situation similaire (membre de la même organisation par exemple).

La figure du « disparu » est commune à de nombreux pays d'Amérique Latine dans lesquels, même après la fin des dictatures, elle représente le cœur d'une recherche mémorielle. Il s'agit d'un mode de répression tout à fait particulier qui, comme la torture, fait peser une menace permanente sur des personnes appartenant aux mêmes groupes sociaux. Il comporte une dimension individuelle (une personne disparait), mais aussi et peut être surtout, un aspect collectif, ce qui fait la particularité de la disparition. En effet, la disparition blesse, bien entendu, celui ou celle qui disparaît, mais également ses proches, qui doivent apprendre à vivre l'absence, ainsi que les membres de son groupe politique, qui sont donc implicitement menacés du même sort, sans en savoir la vraie nature. L'individu qui subit la répression directe est alors transformé en un outil de répression indirecte : *« L'appropriation radicale du corps prisonnier permet au pouvoir militaire de se prétendre absolu, dévoilant, en même temps, l'inutilité de tout acte de résistance. Cette dimension est essentielle car l'individu qui disparaît est, aussi surtout, un intermédiaire permettant de dissuader une collectivité donnée de s'ériger en opposition au pouvoir »*[19]. La concentration des cas de disparition dans les premiers moments de la dictature (le rapport VALECH estime qu'entre 40% et 60% des cas ont eu lieu en 1973) a certainement contribué à la dissuasion massive de toute forme de résistance et au passage à la clandestinité, et donc à un silence forcé, de nombreuses organisations. Les disparitions fondent également les luttes mémorielles collectives, de la part des familles qui souhaitent connaitre la vérité. Ces luttes prennent forme pour la première fois en 1975, après la révélation par la presse argentine et brésilienne d'une liste de 119 militants du MIR qui se seraient entretués, marquant alors une première forme de confrontation entre le pouvoir militaire et les collectifs de familles : *« l'affaire des « listes des 119 » témoigne de l'inefficacité de toute procédure isolée, menée dans le cadre d'une légalité qui n'existe*

---

[17] Maria Isabel CASTILLO, « Trauma político y memoría social », *Psicología Política*, n°6, 1993, p. 99. "*Este trauma implica no sólo la ruptura del funcionamiento institucional de la sociedad sino la introducción de la amenaza política como un factor constituyente de las relaciones sociales bajo condiciones de violencia y terrorismo de estado.*"

[18] *Ibid.* p. 101 "*La tortura intentaba principalmente la destrucción de la identidad política y psicológica de los sujetos mediante diferentes tipos de tormento. El carácter traumático de estas prácticas hace que sus consecuencias se prolonguen en la vida de los sujetos y de sus familias mucho más allá del fin de la tortura misma*"

[19] Antonia GARCIA CASTRO, « La mémoire des survivants et la révolte des ombres : les disparus dans la société chilienne (1973-1995) », *Cultures & Conflits*, n°24/25, 1997, p. 261.

plus que comme fiction. Le pouvoir militaire développe sa propre version des faits et celle-ci dit à la population chilienne : « Il n'y a pas, il n'y a jamais eu, de disparus » »[20]. La non-réapparition des disparus, et l'absence de vérité sur les faits, même après le retour à la démocratie fonde la mémoire conflictuelle et traumatique de la dictature militaire. Elle fonde également, dans une certaine mesure, la continuation du combat politique, par les proches des disparus, comme l'expriment les mots de la présidente de l'Associación de Familia de Detenidos Desaparecidos : *« Nous les aimions pour ce qu'ils étaient. Nous les aimions parce qu'ils étaient libres dans leur manière de penser et justes dans leurs déterminations. Nous les aimions parce qu'ils étaient des dirigeants de partis politiques populaires, parce qu'ils étaient des dirigeants syndicaux, parce qu'ils étaient des professionnels motivés par le changement, par la vie. Les raisons qui nous ont conduit à les aimer ont été exactement celles que d'autres ont eu pour les faire disparaître. »*[21]

Alliée à la torture et aux disparitions, la pratique du couvre-feu agit comme un outil de pression permanente : *« La tâche est facilitée par les couvre feux, qui immobilisent le transit nocturne, assignent les corps des vaincus des vaincus à des lieux fixes, les transfromant en objets inerte set disponible pour le châtiment »*[22]. Cette mémoire entre en résonnance en 2019, lorsque le président Piñera décrète le couvre-feu dans l'immense majorité des régions du pays.

Ainsi, comme l'avance Gunder Frank, un ancien économiste de Chicago qui n'a pas adhéré au programme des conseillers de Pinochet, *« « Les prescriptions de Friedman étaient si contraignantes, écrivit l'ancien Chicago Boy désabusé, qu'« elles n'auraient pu être appliquées sans les deux éléments qui les sous-tendaient toutes : la force militaire et la terreur politique » »*[23]. Au Chili, le système néolibéral et ses « succès » sont intimement liés à la répression de la dictature ainsi qu'aux disparitions et aux morts qu'elle a engendrées.

1.3 La Constitution de 1980 et les lois organiques de 1989/1990 : des verrous qui garantissent la longevite du modele

Lors de leur prise de pouvoir, les militaires insistèrent sur les failles du modèle chilien, qui auraient permis l'arrivée au pouvoir de la menace marxiste. Ils pensèrent la phase de gouvernement militaire comme une étape durant laquelle la société chilienne allait se transformer. Cependant, cette étape devait prendre fin, tout en garantissant la longévité du nouveau modèle économique, politique et social créé par la dictature. C'est dans ce cadre que Pinochet annonce, le 9 juillet 1977, dans le discours de Chacarillas, l'adoption d'un nouveau texte suprême en 1980, suivi d'une phase de transition, avant que le président soit de nouveau démocratiquement élu. La Constitution de 1980, toujours en vigueur aujourd'hui, ainsi qu'un ensemble de lois à valeur constitutionnelles adoptés entre 88 et 90, garantissent le maintien d'un ordre pseudo démocratique, dans lequel la préservation du modèle dictatorial prévaut sur l'expression de la souveraineté populaire. Cette dernière est même conçue comme une menace contre le libre marché et la liberté économique (qui est la première des libertés selon les principes néo-libéraux), qui sont les principes mêmes du nouvel ordre socio-économique chilien. Gabriel Salazar analyse cette peur du corps social, qui prend la forme dans la constitution de la menace « terroriste » : « *En conséquence, le social était suspect par nature : il pouvait être la source et l'origine du terrible terrorisme ! »*[24]. La nouvelle démocratie chilienne doit

[20] *Ibid.* p.265

[21] Discours prononcé en 1992 par Sola Sierra, présidente de l'AFDD, à l'occasion de l'inauguration de la 10e semaine internationale du Détenu-disparu, cité dans *Ibid.* p.266

[22] Hernán Vidal, « Cultura Nacional Chilena, crítica literaria y derechos humanos », Institue for the study of Ideology and literature, *Series Literature and Human Rights*, n°5, 1989. *"Su tarea es facilitada por los toques de queda que inmovilizan el tránsito nocturno, arraigan a los cuerpos de los derrotados a lugares fijos, y los convierten en objetos inermes y disponibles para el castigo"*

[23] N. Klein, *La stratégie du choc*, *op. cit*. p 220.

[24] G. Salazar Vergara, *Movimientos Sociales en Chile. Trayectoria histórica y proyección política*, *op. cit*. p.74 "*Lo social, en consecuencia, estaba, por naturaleza, bajo sospecha: podía ser fuente y origen del terrible terrorismo!"*

alors être *« réduite à un simple mécanisme d'établissement et d'alternance des autorités à la tête de l'État. »*[25], sans que ces dernières ne puissent introduire de réels changements.

Pour le sociologue Manuel Antonio Garretón, les grands principes des normes constitutionnelles chiliennes peuvent être résumés de la sorte : *« Elle assurait (la Constitution) l'intangibilité de l'ordre socio-économique, d'une part grâce à un système électoral qui donnait un pouvoir de veto à la minorité de droite constituée des groupes civils et politiques de soutien de la dictature, d'autre part par le biais des mécanismes institutionnels (quorums, lois organiques constitutionnels, etc.) qui empêchaient tous changements substantiels »*[26]. L'objectif de ces mécanismes est la protection de l'ordre économique des éventuelles menaces que peuvent représenter les forces politiques progressistes, après le retour à la démocratie. Ces dispositifs peuvent être regroupés sous le terme d'*amarre,* d'ancrage autoritaire, au sein même du texte qui est supposé fonder un régime démocratique. Un nombre important de ces enclaves va être supprimé lors de la réforme constitutionnelle de 2005, mais elles ont marqué la vie politique chilienne pendant les 15 premières années de « retour à la démocratie ».

La première de ces barrières à l'expression démocratique concerne le système électoral binominal dans le cadre de l'élection des parlementaires, mis en place par une loi organique constitutionnelle prise par décret. Dans ce dernier, chaque district envoie 2 représentants, et chaque parti présente 2 candidats. Les scores de ces derniers sont additionnés, pour obtenir un score par parti. Si le parti arrivé premier obtient un score supérieur au double de celui du second parti, ses 2 candidats sont choisis comme représentants. Sinon, il n'envoie que son candidat ayant obtenu le meilleur score, l'autre représentant étant le meilleur candidat du second parti. Samuel Valenzuela en tire ces conclusions : *« Avec ce système, la liste arrivée seconde peut choisir la moitié des représentants, en n'ayant obtenu une minorité des votes, minorité qui doit être équivalente à un peu moins d'un tiers si deux listes sont candidates, mais qui peut être inférieure selon le nombre de listes présentées et la distribution des votes entre elles »*[27].

Pour bien comprendre comment le système binominal est antidémocratique au Chili, il est essentiel de le mettre en relation avec les différents quorums mis en place par la constitution. Ce mécanisme fixe le pourcentage de voix à obtenir au Parlement pour adopter ou modifier certains textes. Ils peuvent être plus ou moins rigides, allant de 4/7 (57%) à 2/3 (66%). Si on prend en compte le système binominal et les rapports de force électoraux[28], il est quasiment impossible qu'un gouvernement, même dans le cadre d'une large coalition puisse obtenir la majorité seul, sans la participation d'au moins une partie de la droite (souvent celle du RN, plus « à gauche »). Ainsi, la droite peut bloquer toute volonté de réformer les secteurs concernés par les quorums, parmi lesquels : la constitution, les lois organiques constitutionnelles[29] (les principales sont la LOCE sur l'enseignement, la loi qui instaure le système binominal, et la loi d'autonomie de la banque centrale).

---

[25] M. GARATE CHATEAU, *La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003*, *op. cit*. p. 227

[26] Manuel Antonio GARRETÓN MERINO, *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado: los gobiernos de la concertación en Chile, 1990-2010*, 1. edición., Santiago de Chile, CLACSO, 2012. p. 76 *"aseguraba la intangibilidad del orden socioeconómico, tanto por un sistema electoral, que le daba poder de veto a la minoría de derecha constituida por los grupos políticos y civiles de apoyo a la dictadura, como por los mecanismos institucionales (quórums, leyes orgánicas constitucionales, etc.), que impedían cambios sustanciales"*

[27] J. Samuel VALENZUELA, *La Constitución de 1980 y el Inicio de la Redemocratización*, The Kellog Institue, 1997. p. 35 *"Con este sistema, la segunda lista puede elegir a la mitad de los representantes con una minoría de la votación, minoría que tendría que equivaler a un poco más de un tercio si se presentan dos listas pero que podría ser menos dependiendo del número de listas que se presenten y de la distribución de los votos entre ellas. (...) Con ella, se trataba de impedir que la Concertación tuviera las mayorías necesarias para cambiar todas estas leyes orgánicas y la propia constitución"*

[28] Lors du referendum de 88, le « Sí », en faveur de Pinochet, a obtenu 43% des voix.

[29] Le quorum nécessaire est « d'uniquement » 4/7, elles sont donc plus faciles à modifier, mais ne l'ont pas été dans les premières années post dictatoriales.

De cette manière, le « veto de la minorité » analysé par de nombreux historiens et constitutionalistes se met en place, rendant le système chilien très difficilement modifiable, et préservant les acquis de la dictature. Dernier aspect autoritaire du fonctionnement des institutions législatives : la possibilité pour le président de nommer des sénateurs à vie. Ainsi, plusieurs sénateurs furent nommés par Pinochet, qui a lui-même été sénateur en tant qu'ancien président, à partir de 1998, renforçant encore plus la difficulté pour atteindre les quorums.

Le Tribunal Constitutionnel agit également, dans les premières années post-Pinochet comme un important verrou. En effet, il peut : *« déclarer l'inconstitutionnalité des organisations, mouvement et partis politiques, ainsi que la responsabilité des personnes qui auraient participées aux faits motivants la déclaration d'inconstitutionnalité » (Article 82, alinéa 7)*[30]. De plus, les juges du tribunal constitutionnel ne peuvent pas être destitués, sauf s'ils meurent où s'ils démissionnent. En poussant vers la retraite les juges en fonction en 88 et 89, les militaires ont pu placer des juges jeunes, acquis à la cause de la préservation de l'ordre social et juridique de la dictature, qui resteront en poste après le retour à la démocratie.

Dernière enclave qu'il est possible mentionner, une des plus importantes, l'indépendance de l'armée et son rôle dans la vie politique. Premièrement, il n'existe pas de séparation obligatoire entre le monde politique et le monde militaire, jusqu'à 2005, il était tout à fait possible d'occuper des fonctions de commandement militaires et d'être élu au parlement. De plus, l'armée, via la Ley Reservada del Cobre, capte 10% des revenus des exportations de cuivre, et peut librement les administrer. Enfin, elle est totalement indépendante, et le Président élu n'a que peu d'influence sur son fonctionnement ou son administration. Ces prérogatives reviennent au Commandant en Chef des armées qui n'est autre qu'Augusto Pinochet jusqu'en 1998. Le rôle du Président est ainsi limité : *« El Comandante en Jefe es quien propone a través del Ministerio de Defensa la "disposición, organización y distribución" de las fuerzas, aunque el Presidente decide; además, el Comandante en Jefe puede "formular las doctrinas que permitan la unidad de criterio en el ejercicio del mando," poder que no está limitado en ningún modo. »*[31]. Par ailleurs, l'armée, dirigée par Pinochet, agit comme garante de l'ordre constitutionnel qu'elle a elle-même instauré pendant la dictature. La constitution et les lois organiques installent alors une menace permanente contre les forces qui pourraient remettre en cause les politiques économiques et sociales du gouvernement civico-militaire. Finalement, les textes suprêmes rendent impossible toute volonté de poursuivre les personnes qui ont été au pouvoir pendant la période 1973-1990, empêchant la recherche de vérité et les condamnations des auteurs de violations de droits humains.

Pour conclure cette partie, rappelons que la constitution de 1980 a été rédigée pour être appliquée par Pinochet, qui, dans l'esprit des militaires, allait gagner le referendum de 1988. On peut interpréter l'abondance de dispositions au potentiel autoritaire comme une volonté de prolonger la dictature, dans un régime qui aurait le nom de « démocratie ». Gabriel Salazar alerte sur l'accès facile des présidents à des pouvoirs d'exceptions : « *Notez que le Président avait (a toujours) un accès facile à un même niveau de pouvoir exceptionnel, dans les cas de catastrophe (niveau minimum) comme dans les cas de troubles intérieurs (niveau maximum), pouvant ainsi suspendre la liberté de mouvement, le droit de réunion, d'opinion, et même les droits de propriété et liberté personnelles »*[32]. À partir de ce constat, il est possible d'affirmer que l'absence de changement dans la constitution est une véritable anomalie, tant elle ne semble pas adaptée à l'exercice d'un régime démocratique. Plus

---

[30] ART 82, NUMERAL 7, « Constitución de Chile de 1980 ». *"declarar la inconstitucionalidad de las organizaciones y de los movimientos o partidos políticos, como asimismo la responsabilidad de las personas que hubieren tenido participación en los hechos que motivaron la declaración de inconstitucionalidad"*

[31] J. S. VALENZUELA, *La Constitución de 1980 y el Inicio de la Redemocratización*, *op. cit*. p. 34

[32] G. SALAZAR VERGARA, *Movimientos Sociales en Chile. Trayectoria histórica y proyección política*, *op. cit*. p.107 "*Nótese que el Presidente tenía (tiene) acceso fácil a un mismo grado de poder excepcional tanto en los casos de catástrofe (grado mínimo) como en los de conmoción interior (grado mayor), pues podía (puede) suspender la libertad de movimiento, el derecho a reunión, a opinión e incluso los derechos de propiedad y libertad personal."*

encore, le maintien de la démocratie au Chili, et le non-retour à un régime autoritaire et répressif (qui aurait été tout à fait constitutionnel), n'a tenu, jusqu'à la réforme de 2005, qu'aux convictions profondément démocratique des présidents Alwyn, Frei et Lagos.

1.4 La question de l'education : exemple de soumission du social au marche et point de tensions

Le modèle éducatif d'un pays vise implicitement à créer l'adhésion des nouvelles générations au modèle politique et économique du pays. Par exemple, dans le cas d'un pays aux fortes valeurs laïques et démocratiques, la création de l'attachement aux valeurs de respect mutuel et de participation citoyenne. Il est alors possible d'affirmer que le système éducatif est une conséquence directe du modèle de société plus global. Au Chili, l'éducation est la pièce centrale de la consolidation du modèle néolibéral : elle vise à former des générations qui adhèrent à l'économie de marché totale. Plus encore, elle fonctionne comme un marché, dans lequel les acteurs sont en compétition et le public perd du terrain face au privé. Le domaine éducatif a donc subi lui aussi, de profondes transformations, jusqu'à la fin de la dictature. Après le retour à la démocratie, il a été le secteur le plus mobilisé et le plus mobilisateur, autour des questions de qualité de l'éducation, d'équité, d'égalité, de financement et de deux textes principaux : la Constitution de 1980 et la Ley Organica Constitucional de Enseñanza (LOCE). Comme une autre preuve de l'importance cruciale accordée à l'éducation dans l'agenda de verrouillage du modèle, la LOCE a été promulguée, par décret de Pinochet, le 7 mars 1990, soit 3 jours avant la fin de la dictature. Il est nécessaire de penser la LOCE et les articles de la Constitution dédiés à l'éducation comme des enclaves autoritaires, le système éducatif chilien étant un des principaux héritages du régime militaire, héritage qu'il est difficile de modifier en raison de la nature des textes et des conditions évoquées plus haut qui empêchent leur modification.

La plupart des analystes s'accordent sur le fait que l'éducation chilienne est inégalitaire. Cependant, elle ne l'est pas uniquement dans un sens bourdieusien, c'est-à-dire qu'elle ne parviendrait pas à corriger l'inégalité de base entre les enfants, le problème est plus profond. En effet, selon un rapport de l'OCDE de 2004, actualisé en 2018, l'inégalité n'est pas seulement une conséquence du modèle éducatif, elle est son objectif, car le système est « organisé en classes sociales »[33]. La recherche des inégalités semble découler, selon le constat fait par le Bloque Social[34], de la soumission au nécessité du marché : *« Les objectifs de l'éducation de notre pays se sont profondément transformés, pour répondre aux besoins de formation de ressources humaines pour le marché »*[35]. En effet, l'économie de marché n'est pas viable si elle ne bénéficie pas de main d'œuvre peu diplômée pour réaliser les tâches ouvrières, d'où la recherche, dans le cas chilien, du maintien des inégalités. Le premier tableau en annexe permet de se rendre compte de cette structure inégalitaire et de l'absence de mélange entre les classes sociales. Dans l'analyse de son fonctionnement, trois points sont essentiels : l'administration des établissements, leur financement et finalement les mécanismes de compétition entre eux.

Il faut tout d'abord distinguer entre les trois types d'établissements existant : publics, « particular pagado » (privés qui ne reçoivent pas de subventions d'État et sont donc indépendants) et « particular suvencionado » (privés qui reçoivent des subventions). Avant 1973, l'éducation chilienne était majoritairement publique, et les établissements étaient administrés par le ministère de l'éducation

[33] OECD, *Educación en Chile*, OECD, 2018.

[34] Le Bloque Social est un regroupement d'acteurs du monde éducatif (lycéens, étudiants et professeurs principalement) qui se constitue pendant le mouvement social de 2006.

[35] Bloque Social, *La crisis educativa en Chile. Diagnóstico y propuestas*, 2006. p. 4 "*Se han transformado profundamente (...) los objetivos mismos de la educación de nuestro país, para responder a las necesidades de formación de recursos humanos para ese mercado.*"

(MINEDUC). Aujourd'hui, le mode de financement principal est le financement mixte[36] Une des principales réformes de la dictature, afin d'introduire la logique de marché dans le champ éducatif, a été la municipalisation des établissements scolaires, qui introduit des inégalités entre les municipalités, et la réduction du rôle du MINEDUC à celui d'un observateur et d'un évaluateur des performances des établissements. Les communes les plus riches peuvent donc compter sur une éducation mieux financée et administrée que les plus pauvres, ce qui augmente les inégalités territoriales, déjà fortes, et crée des inégalités éducatives. Le second impact de la municipalisation ne concerne pas les élèves, mais les professionnels de l'éducation, qui perdent leur statut de fonctionnaires. Ils sont alors, de la même manière que les employés du privé, régis par le nouveau Code du travail[37]. Là encore, il s'agit d'une subordination du fonctionnement du modèle éducatif au marché privé, qui passe par la destruction du statut spécifique des professeurs. Ces derniers n'ont plus de garantie de salaires ou de travail, et sont employés par les administrateurs des établissements. Ils ont donc un statut beaucoup plus précaire, et peuvent bénéficier de rémunérations plus attractives dans les établissements plus riches. La figure essentielle du système de d'administration de l'éducation chilienne est celle des *sostenedores*, des acteurs publics (la plupart du temps les municipalités) et privés qui administrent le fonctionnement de l'établissement. À ce titre, ils peuvent recruter les professeurs, sélectionner les élèves, organiser certains aspects de l'application des programmes, etc. Ainsi, il est possible pour n'importe quel particulier d'ouvrir un établissement scolaire, comme il ouvrirait une entreprise, en accord avec l'Article 19, Alinéa 11 de la Constitution : *« La liberté d'enseignement inclue le droit d'ouvrir, organiser et exploiter des établissements éducatifs »*[38]. Ce droit bénéficie, contrairement au droit à l'éducation, des protections constitutionnelles renforcées définies à l'Article 20. La structure de l'éducation obéit donc à la logique de privatisation des droits sociaux détaillé précédemment.

Le deuxième mécanisme générateur des inégalités réside dans les modes de sélection des élèves, voire dans l'existence même de sélection dans les établissements qui reçoivent des subventions d'État. Cette dernière est rendue possible par le système de financement, défendu par Milton Friedman, des *vouchers*, qui inverse la logique de financement traditionnel. L'État ne finance plus l'offre ; les établissements scolaires, mais finance la demande ; les familles. Les subventions reçues par les établissements sont donc conditionnées au nombre d'élèves qu'ils reçoivent. Ce système répond à deux impératif néolibéraux, la liberté de choix des individus et la compétition, censée améliorer la qualité des services : *« La mise en œuvre de ce mécanisme avait deux objectifs : elle cherchait d'une part à renforcer la liberté de choix des familles, d'autre part à augmenter la concurrence entre écoles, en présupposant que cela augmenterait progressivement leur qualité »*[39]. De plus, le mécanisme permet à tous les établissements de financement mixte de demander des frais de scolarité, ce qui crée une des « possibilités d'auto-classification des élèves », qui génèrent à terme, « une forte ségrégation scolaire »[40]. Rappelant l'analogie entre les entreprises et les établissements éducatifs, il est donc possible pour les *sostenedores,* en fixant le coût de l'éducation, de générer des bénéfices. Ce mécanisme de *« lucro en la educación »* (concept qui désigne le fait de dégager des bénéfices à partir

[36] Voir l'annexe 2 pour l'évolution de la répartition des élèves selon les établissements.

[37] Nathalie SLACHEVSKY AGUILERA, « La révolution éducative au Chili : histoire de la construction d'un enjeu public (1973-2010) » Sociologie, Université Paris Descartes, Paris, 2017. p. 68

[38] CHILE, *Constitución política de la República de Chile.*, Santiago, Chile, Lexnova ediciones, 2011. *"La libertad de enseñanza incluye el derecho de abrir, organizar y mantener establecimientos educacionales"*

[39] Cristobál VILLALOBOS, « El campo educativo en Chile post-dictadura (1990 – 2013). Continuidad y ruptura en la implementación del neoliberalismo en educación », *in* Andrea PINOL BAZZI (dir.), *Democracia versus neoliberalismo 25 años de neoliberalismo en Chile*, Buenos Aires, CLACSO, 2015, p. 162 "*El objetivo de la aplicación de este mecanismo fue doble: por una parte, buscó potenciar la libertad de elección de las familias, y por otra, buscó aumentar la competencia entre las escuelas bajo el supuesto de que así estas mejorarían progresivamente su calidad."*

[40] N. SLACHEVSKY AGUILERA, *La révolution éducative au Chili : histoire de la construction d'un enjeu public (1973-2010)*, *op. cit*. p. 70

d'établissements éducatifs)[41] est un des plus dénoncés, et est au cœur des tensions qui marquent l'histoire de l'éducation chilienne depuis les années 1980. Cette logique de création de bénéfice est en totale adéquation avec l'organisation néolibérale de l'éducation chilienne.

Avant de conclure cette brève analyse du système éducatif, un dernier mécanisme reste à analyser, le SIMCE, qui regroupe un ensemble de tests standardisés des connaissances des élèves. Ses résultats sont obtenus par élèves, et par établissement. Il a été mis en place en 1988, afin de donner au MINEDUC le rôle d'évaluateur que nous avons évoqué. Il permet également la mise en compétition des établissement scolaires, notamment via le caractère public des résultats : *« Les résultats scolaires sont publiés dans la presse sous la forme de rankings, dans le but que les établissements scolaires entrent en concurrence -ils y sont d'ailleurs incités économiquement- plus ouvertement pour attirer l'intérêt des familles. »*[42]. À travers le SIMCE, les établissements rendent donc des comptes à l'État, mais aussi à l'ensemble de la société. La « qualité » de chaque établissement étant définie, aux yeux de la société, par les résultats de ses élèves au SIMCE, l'accent est mis sur les matières qui sont évaluées par ce dispositif, ne rendant ainsi par compte de l'ensemble du cursus. De plus, le dispositif a réduit les effets de certaines réformes proposées par les gouvernements démocratiques dans le but d'améliorer l'éducation. Prenons l'exemple de la Jornada Escolar Completa (JEC), mise en place par le premier gouvernement de Michelle Bachelet, ayant pour but de renforcer le temps à l'école des élèves, afin d'améliorer leur accompagnement pour une plus grande égalité. Dans beaucoup d'établissements, le temps de présence à l'école a surtout servi à renforcer l'éducation dans les matières mesurées par le SIMCE, puisque ce sont ses résultats qui définissent l'attractivité des établissements, et finalement leur capacité à recevoir des subventions via les *vouchers.*

Pour conclure, le modèle éducatif chilien est un héritage direct de la dictature, hautement inégalitaire, qui permet le maintien et l'approfondissement des inégalités et autorise des acteurs privés de s'enrichir grâce à l'éducation. Comme le résume Villalobos, « *Dans le Chili post dictature, le champ éducatif s'est configuré comme un espace organisé principalement par le marché et la recherche de bénéfice »*[43]. Il est possible de voir dans le champ éducatif l'expression du modèle de société qu'a voulu créer la dictature. N'ayant pas subi de modifications structurelles sous les gouvernements démocratiques, cette organisation peut être une des raisons qui fait des acteurs éducatifs les premiers acteurs à s'être mobilisé massivement après le retour à la démocratie, et surtout après 2006.

Sans intention politique préalable autre que la lutte contre le marxisme et l'Unité Populaire, le régime autoritaire a trouvé dans les propositions des Chicago Boys une cohérence idéologique permettant la transformation économique et politique du pays. S'il est courant qu'une dictature mette en place son propre système, il est beaucoup plus rare que ce dernier devienne hégémonique à l'échelle mondiale, et qu'il s'applique, dans des formes et des intensités variables, dans tout type de modèle politique. Il est encore plus rare, voire anormal, que le régime démocratique qui suit la période autoritaire ne remette pas en cause son héritage et accepte les institutions et normes sociales qui ont

[41] Cette expression est employée par l'ensemble des acteurs sociaux qui dénoncent le système de financement. Pour une vision la plus large possible des propositions des différents mouevemnts sociaux, voir FORO POR EL DERECHO A LA EDUCACIÓN (dir.), *Una década de luchas y propuestas por el derecho a la educación*, Santiago de Chile, Observatorio Chileno de Políticas Educativas (OPECH), 2015.

[42] N. SLACHEVSKY AGUILERA, *La révolution éducative au Chili : histoire de la construction d'un enjeu public (1973-2010)*, *op. cit*. p. 293

[43] C. VILLALOBOS, « El campo educativo en Chile post-dictadura (1990 – 2013). Continuidad y ruptura en la implementación del neoliberalismo en educación », art. cit. p. 168 "*el campo educativo en el Chile postdictadura se ha configurado como un espacio que tiene en el mercado y el lucro los principales motores organizativos del espacio educacional"*

été imposées par la force. C'est pourtant ce qui ressort de l'analyse de la conduite politique chilienne des 30 dernières années, depuis 1990.

2 30 ANS DE RETOUR A LA « DEMOCRATIE » : CONSOLIDATION ET MODIFICATIONS LEGERES DU MODELE CHILIEN

2.1 LA *CONCERTACIÓN DE PARTIDOS POR LA DEMOCRACIA* : UNE TIMIDE REMISE EN CAUSE DE L'HÉRITAGE DICTATORIAL

En 1988 est organisé un referendum pour répondre à la question « Voulez-vous qu'Augusto Pinochet reste président pendant 8 ans supplémentaires ? », afin de légitimer le régime. Les forces d'opposition de centre gauche, allant de la Démocratie Chrétienne (DC) au Parti Socialiste (PS)[44], se constituèrent en une *Concertación de Partidos por el No*. À ce stade, l'absence du PC est tout à fait logique, puisqu'il est interdit. Après le retour à la démocratie, la coalition devient la *Concertación de Partidos por la Democracia* (que nous appellerons *Concertación)* et va gouverner jusqu'à l'arrivé au pouvoir de Sebastian Piñera en 2010. Aux deux gouvernements centristes de Patricio Alwyn (1990-1994) et Eduardo Frei Ruiz-Tagle (1994-2000) vont succéder les socialistes Ricardo Lagos (2000-2006) et Michelle Bachelet (2006-2010). Il est intéressant de noter que le PC, malgré son histoire et sa relative importance dans le pays n'a pas été intégré à la *Concertación*, même après sa légalisation, et qu'il ne sera inclus dans une coalition de gouvernement qu'en 2014 lors de la constitution de la *Nueva Mayoría* du second mandat de la présidente Bachelet. Cette exclusion marque la volonté des acteurs politiques de la nouvelle démocratie chilienne d'éviter les anciens clivages, de polariser le moins possible le spectre politique. Si le rejet de la dictature de Pinochet est unanime au sein de la *Concertación,* la critique de la présidence d'Allende est toute aussi forte. Sans mettre les régimes des deux hommes au même niveau, les forces les plus centristes considèrent que l'UP avait plongé le pays dans un désastre économique, ce qui justifiait l'intervention militaire. Plus encore, Alwyn, alors président de la DC, avait signé un communiqué dans lequel il justifiait la prise de pouvoir de l'armée, qui « ne recherchait pas le pouvoir, mais la destitution d'Allende »[45]. C'est dans ce contexte de peur de la radicalité, du retour de la violence, que ce large regroupement de parti va devoir affronter l'héritage de la dictature.

Premièrement, les 17 années d'implémentation brutale et interrompue du néolibéralisme ont engendré une grande pauvreté dans le pays. Le pays compte en 1990 12,9% d'indigents et 25,7% de pauvres non indigents[46]. De plus, le niveau des salaires est extrêmement faible, car la baisse du revenu avait été considérée comme la seule variable d'ajustement possible en 1982, pour affronter les effets de la crise. Le gouvernement d'Alwyn met en place une politique de « Crecimiento con Equidad », qui va réussir à réduire grandement le niveau de pauvreté[47]. Cette politique passe principalement par une augmentation de la dépense sociale, via la réforme budgétaire de 1990 et une hausse générale des salaires suite à un accord tripartite entre le gouvernement, les travailleurs et le patronat pour augmenter les salaires de 28%. Au niveau macro-économique, la réduction de la pauvreté constitue un important succès du gouvernement d'Alwyn, ce qui peut expliquer le taux d'approbation de 55% à la fin de son mandat et l'élection de son successeur, Eduardo Frei, avec la plus grande majorité de l'histoire

[44] Il existe un bloc centriste composé de la DC et du Parti Radical Social-Démocrate (PRSD), et un bloc plus à gauche composé du PS et du Parti pour la Démocratie (PPD).
[45] Álvaro SOTO CARMONA, « La larga sombra del dictador », *in* Fernando Camacho Padilla (dir.), , Stochkolm Review of Latin American Studies., 2009, vol.05, p. 13.
[46] Ricardo FFRENCH-DAVIS, *Entre el neoliberalismo y el crecimiento con equidad: tres décadas de política económica en Chile*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores Argentina, 2004. p. 266
[47] En 1998, il n'y aura "plus que » 5,6% d'indigents et 16,1% de pauvres non indigents, toujours selon Ffrench-Davis.

électorale chilienne[48]. Au niveau micro-économique cependant, les inégalités persistent. Il faut alors souligner qu'en 1996, le revenu du premier quintile était 14 fois supérieur à celui de la dernière tranche. De plus, le faible niveau de protection sociale du pays fait reposer sa stabilité sur des taux de croissance élevés, qui dépendent principalement du marché international du cuivre. Ainsi, le Chili reste très sensible aux chocs économiques mondiaux, et, malgré les réformes de la *Concertación*, ne rompt pas avec les mécanismes inégalitaires. Les problématiques de répartition du revenu ont pris en importance vers la fin du mandat de Frei, lorsque la Banque Mondiale a publié des chiffres *« qui situent l'économie chilienne comme une des plus inégales du continent sud-américain»*[49]. Ce changement peut expliquer le choix d'un candidat plus à gauche au sein de la coalition : Ricardo Lagos.

Comment expliquer que, malgré les politiques sociales des premiers gouvernements de la coalition, les inégalités se soient maintenues à un niveau extrêmement haut ? L'explication semble résider dans la validation implicite et explicite du modèle inégalitaire instauré sous Pinochet. Comme le souligne Manuel Gárate, les équipes économiques de la *Concertación* ont décidé de conserver les *« piliers du modèle économique hérité du régime militaire, (...) sans provoquer de changement révolutionnaire, comme cela avait été le cas depuis les années 1960 »*[50]. L'analyse du tableau en annexe (figure 3), permet de donner un aperçu de cette validation du modèle. On peut y noter principalement la poursuite des processus de privatisation, la ratification de traités de libre-échange, ou encore la réduction des tarifs douanier. Les gouvernements de Frei et Alwyn ne se contentent pas de renoncer à revenir sur le modèle néolibéral, ils continuent son implémentation, ne créant pas de rupture fondamentale avec les principes qui ont marqué la direction économique du pays depuis 1973, et acceptant le maintien des inégalités dans le pays. Ainsi, pour reprendre les termes de Garretón, la conduite politique du Chili est marquée par des « corrections » du néolibéralisme et un « progressisme limité ».

Il faut alors tenter de comprendre les raisons de la filiation entre les politiques économiques du gouvernement militaire et ceux de la *Concertación*. Deux principales se dégagent. La première est relative à la conjoncture mondiale. En effet, Alwyn entre en fonction en 1990, année de la chute du bloc soviétique, de la fin des socialismes réels, et de la « victoire » de la démocratie libérale comme système hégémonique. Ainsi, la gauche se trouve dans une forme de creux idéologique, car elle a perdu la référence au marxisme léninisme. Le phénomène est encore plus marquant dans un pays qui a connu un gouvernement d'inspiration marxiste, avec Allende. Le modèle néolibéral de Pinochet est donc également le modèle hégémonique au niveau mondial. Les acteurs de la *Concertación* n'échappent pas à cette hégémonie culturelle néolibérale, ce qui peut expliquer leur adhésion idéologique, et leur volonté de prolonger, avec une approche moins orthodoxe et dogmatique, les politiques des Chicago Boys. Il s'opère ainsi une dissociation entre la figure de Pinochet, et le modèle qu'il a mis en place, comme l'exprime Tomás Moulian : *« Les désaccords sur les caractéristiques du développement économique imposé par la dictature militaire disparaissent progressivement, dès la passation de pouvoir entre Pinochet et Alwyn. Il est alors admis que le problème du capitalisme pinochetiste était la figure de Pinochet au gouvernement »*[51]. Cette adhésion au modèle explique le concept de « néolibéralisme corrigé ».

À cette continuité « volontaire », s'ajoute une continuité « de fait », imposée par les forces réactionnaires, grâce aux mécanismes que nous avons évoqués plus haut (quorums et loi électorale notamment). En effet, la *Concertación* ne bénéficiait pas d'une majorité suffisante pour mettre en place

---

[48] M. A. GARRETÓN MERINO, *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado*, *op. cit*. p. 111.

[49] *Ibid.* p.114 "*que situaban a la economía chilena como una de las más desiguales de América Latina"*

[50] M. GARATE CHATEAU, *La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003*, *op. cit*. p. 369

[51] Tomás MOULIAN, *Chile actual: anatomía de un mito*, 1. ed., Santiago, Chile, ARCIS Universidad : LOM Ediciones, 1997. p. 37 "*Los desacuerdos respecto de las características del desarrollo económico impuesto por la dictadura militar aparecen desvaneciéndose, desde el momento mismo que la banda presidencial pasó de las manos de Pinochet a las de Aylwin. Es la enunciación de que el problema del capitalismo pinochetista era Pinochet en el gobierno"*

ses réformes sans l'adhésion d'une partie de la droite, en l'occurrence le RN, l'UDI refusant radicalement toute négociation. Selon le premier parti, le fait d'accepter certaines concessions, notamment la réforme budgétaire, est un moyen d'obtenir la légitimation du modèle économique, à moindre prix. La droite va alors pouvoir imposer des limites aux réformes progressistes proposées par les gouvernements de la *Concertación*. Ce rapport de force explique aussi la mise en place de la plupart des réformes sociales dans les premières années du gouvernement d'Alwyn, car « *le patronat avait besoin de négocier avec le nouveau gouvernement le maintien des piliers fondamentaux du modèle économique, et que la légitimité démocratique de la Concertación était indéniable. »*[52], et que, vers le milieu des années 90, la droite a estimé avoir fait suffisamment de concessions, adoptant une posture beaucoup moins encline à la négociation. Ces blocages institutionnels et électoraux expliquent, quant à eux, l'expression de « progressisme limité ».

Les plus fortes remises en causes de l'héritage de la dictature auront lieu sous les gouvernements de Ricardo Lagos et Michelle Bachelet, principalement dans le domaine de la santé, pour Lagos, et de l'éducation pour Bachelet. Néanmoins, si ces réformes amènent des principes beaucoup plus égalitaires, les fondements de chaque système ne sont jamais remis en cause, notamment à cause des pressions de la droite. Un des principaux succès de Ricardo Lagos a été la réforme constitutionnelle de 2005, qui a éliminé une bonne partie des enclaves autoritaires et renforcé la subordination de l'armée au politique. Cette réforme est toutefois incomplète, encore une fois en raison des pressions de la droite et des lois de quorum. Manuel Garretón résume la principale contradiction de cette réforme de cette manière : *« D'un point de vue politique, les réformes constitutionnelles de 2005, bien qu'elles aient éliminé certaines enclaves autoritaires comme l'irrécusabilité des commandants en chef des armées, les sénateurs désignés, le rôle disproportionné des Forces Armées, etc., ont contribué à légitimer le modèle socio-économique mis en place implicitement par la Constitution, et n'ont pas changé le système électoral »*[53]. Cette réforme résume assez bien la conduite politique de l'ensemble de la *Concertación* : tout en voulant introduire des changements progressistes, notamment à destination des plus précaires, les gouvernements démocratiques valident le modèle économique, politique et social instauré par la dictature. L'approfondissement du modèle néolibéral a également contribué à approfondir les inégalités, dont les mécanismes de création n'ont jamais réellement été remis en cause avant 2019.

2.2 LA DEMOCRATIE COMME IDEAL : LA DISPARITION DU CONFLIT EN POLITIQUE

Le principe d'action des premiers gouvernements démocratiques était simple : la recherche de stabilité politique. Il fallait donc contenter les classes les plus populaires, afin d'éviter toute volonté des forces les plus radicales de constituer une nouvelle Unité Populaire, tout en garantissant à l'élite patronale et à la grande bourgeoisie du pays qu'elles continueraient à bénéficier de leurs privilèges acquis sous la dictature. En effet, l'axe patronat-armée était encore extrêmement puissant, notamment grâce aux mécanismes d'enclaves autoritaires. À titre d'exemple, il est possible de citer cette déclaration de Pinochet, en 1989, alors qu'il se prépare à quitter le pouvoir présidentiel pour occuper sa fonction de Chef des Armées : *« Je ne menace pas. Je n'ai pas l'habitude de menacer. Jamais je n'ai menacé dans ma vie. J'avertis simplement : personne ne touche à moi ou à mes hommes. Le jour où on touche à un de mes hommes, l'État de Droit prend fin. Je le dis une fois et je ne le répèterai pas, mais sachez que ça va se passer comme ça. Gardez le en tête »*[54]. Cette citation est assez révélatrice

---

[52] M. GARATE CHATEAU, *La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003*, *op. cit.*) p. 351

[53] M. A. GARRETÓN MERINO, *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado*, *op. cit.* p. 142 *Desde un punto de vista político, las reformas constitucionales del 2005, si bien eliminaron algunos enclaves autoritarios, como la inamovilidad de los comandantes en Jefe, los senadores designados, el papel tutelar de las Fuerzas Armadas, etc., contribuyeron a legitimar el modelo socioeconómico implícito en la Constitución y no cambiaron el sistema electoral.*

[54] Augusto Pinochet lors d'un discours à Coyhaique le 13/10/1989, cité dans Á. SOTO CARMONA, « La larga sombra del dictador », art. cit. p. 5 *"Yo no amenazo. No acostumbro a amenazar. No he amenazado en mi vida. Yo sólo advierto una*

de la manière dont la menace d'un nouveau coup d'État militaire va planer sur le Chili, en particulier dans les premières années de la *Concertación*. Cette peur d'une nouvelle prise de pouvoir militaire est d'autant plus forte que l'ensemble de la société est marqué par les traumatismes de la torture et des disparitions survenus pendant 17 ans. De plus, les Lois Organiques empêchaient la condamnation des responsables de ces exactions qui, comme Pinochet, ont continué d'occuper des postes dans la hiérarchie militaire. Les tentatives de recherche de la vérité, comme la Comisión Nacional Verdad y Reconciliación (CNVR)[55] créée par Alwyn, doivent affronter les réticences de 3 types d'acteurs : l'armée qui estime n'avoir rien à se reprocher, le Tribunal Constitutionnel qui considère que la commission empiète sur le pouvoir judiciaire et tend à invalider ses conclusions, et enfin, sur le plan politique, l'UDI soutient presque sans conditions le bilan de la dictature. Antonia Garcia Castro souligne la continuité du conflit mémoriel, entre la dictature et la démocratie : *« Le changement de régime, advenu en 1989, n'a pas mis un terme à ce conflit. La manière dont s'est effectuée la transition démocratique, empêche de trancher une question qui heurte la sensibilité des militaires et des secteurs qui les ont soutenus »*[56].

Au-delà de ce conflit, qui est peut-être la principale enclave autoritaire, il existe depuis le retour à la démocratie des « poderes facticos », des pouvoirs de faits, qui ne sont pas choisis par les citoyens mais exercent une influence politique et économique forte, en faveur de la préservation du modèle et de l'élite chilienne. La source de pouvoir la plus importante est sans aucun doute l'armée, pour les raisons que nous avons évoqué jusqu'à présent. La proximité entre Pinochet et l'UDI, que l'on peut considérer comme un parti pinochetiste[57], au moins jusqu'à l'arrestation de l'ancien dictateur à Londres en 1998, renforce cette influence de l'armée en lui donnant une implantation au sein des instances politiques. Ainsi, sous les mandats d'Alwyn et de Frei, la volonté de ne pas froisser les militaires, a été un véritable objectif politique. Ce qui importait le plus alors, n'était pas la réparation des inégalités laissées par la dictature, mais bien la réparation des fractures de la société, afin de la pacifier et d'éviter les conflits qui pourraient mettre la démocratie en péril. Il faut alors dépolariser la politique, la vider des conflits inhérents qui ont pu la structurer par le passé (la lutte des classes par exemple). Cette volonté est résumée par ces mots de l'ancien député de la DC, Edgardo Boeninger : *« D'une part, il était évident qu'une démocratie de ne peut pas être stable dans un climat de polarisation et de confrontation (...) Il était indispensable de dépasser les désirs de vengeances des vainqueurs de 1989, mais aussi les peurs et le manque de confiance des vaincus, la droite politique, pour que ses partis, Renovación Nacional (RN) et Unión Demócrata Independiente (UDI), puissent s'intégrer pleinement dans le jeu démocratique, ainsi que l'Armée, pour que le retour à la caserne soit une réalté définitive »*[58]. Ce climat de recherche absolue de consensus a finalement vidé la politique de son pouvoir réformateur, qui serait par essence conflictuel.

---

vez 'nadie me toca a nadie'. El día que me toquen a algunos de mis hombres se acabó el Estado de Derecho. Eso lo he dicho una vez y no lo repito más, pero que sepan que va a ser así. Bien clara la cosa."

[55] Aussi connue sous le nom de « Comisión Rettig », elle est à l'origine du Rapport Rettig publié en 1991, première tentative d'affronter le thème complexe des droits humains sous la dictature.

[56] A. GARCIA CASTRO, « La mémoire des survivants et la révolte des ombres : les disparus dans la société chilienne (1973-1995) », art. cit. p. 268

[57] C'est la thèse que propose José García dans José Iván COLARADO GARCÍA, « '¡Adiós, mi general!' La derecha y Pinochet en democracia », *in* Fernando CAMACHO PADILLA (dir.), *Authoritarian Legacies in post-Pinochet Chile*, Stochkolm Review of Latin American Studies., 2009, vol. 05, p. 77-86.

[58] Edgardo BOENINGER, *Políticas públicas en democracia: institucionalidad y experiencia chilena, 1990-2006*, 2. ed. corr., Santiago de Chile, Uqbar Editores, 2008. p. 34 "*Por una parte resultaba evidente que una democracia no puede ser estable y de continuidad asegurada en un clima de polarización y confrontación (...) Resultaba indispensable superar tanto los deseos de venganza de los vencedores de 1989, como temores y desconfianzas de los perdedores, la derecha política, para que sus dos partidos, Renovación Nacional (RN) y la Unión Demócrata Independiente (UDI), pudieran integrarse sin recelos al juego político democrático y las Fuerzas Armadas, para que su retorno a los cuarteles fuera una realidad definitiva"*

Un autre pouvoir factuel important provient de la droite et du patronat. En effet, ce dernier est capable d'exercer une influence politique, en particulier via des liens avec des partis, principalement RN et l'UDI. Il n'est pas rare que des hommes politiques, sénateurs, députés voire fonctionnaires d'État ou ministre, aient également des postes dans des grandes entreprises privées. Par exemple, Sebastián Piñera, sénateur du RN puis deux fois président, possède ainsi des actions dans la compagnie chilienne d'aviation (LATAM, qu'il a dirigé temporairement), et a fait partie de comités directeurs de plusieurs entreprises chiliennes. Manuel Antonio Garretón analyse les activités de lobbying du patronat comme une résistance de classe à toutes les réformes de la *Concertación* qui pourraient venir porter préjudice aux logiques d'accumulation de la richesse, même si cela revient à s'opposer à certains aspects de la démocratisation. Cependant, cette activité d'influence de l'élite patronale et conservatrice chilienne ne passe pas uniquement pas un lobbying politique. En effet, la recherche absolue de consensus politique, comme nous l'avons évoqué, a vidé la politique de sa fonction d'élaboration de projet pour la société. Ce rôle a été réservé aux intellectuels, et dans le cas particulier du Chili aux économistes. Comme le souligne Manuel Gárate : *« L'économiste n'est plus un conseiller du pouvoir politique parmi d'autres, il devient l'assesseur privilégié et le principal concepteur de politiques publiques »*[59]. Cette primauté de la science économique sur la réflexion proprement politique entraîne une forte technicisation des processus de prise de décision. Les décideurs chiliens sont alors avant tout des experts économiques : *« Ceux qui décident sont ceux qui « savent », ils décident sur des critères techniques. Cette relation expertise-politique a surdimensionné la participation des experts dans la prise de décisions démocratiques »*[60].

Une des conséquences de la place centrale de l'expertise dans la conduite politique est le développement d'un nombre important de « Think Tank », des regroupements d'acteurs intellectuels autour d'un point d'accord idéologique, qui produisent des rapports d'analyses ou de propositions sur la société. La démocratie chilienne fonctionne alors comme une démocratie de marché, dans laquelle s'opère au niveau des idées une compétition analogue à la compétition entre les entreprises. « *Par conséquent, si le système politique est considéré comme un espace restreint dans lequel opère un "marché des idées", et chaque groupe exerce une activité de lobbying afin d'imposer ses propres conceptions, alors l'importance des Think Tanks ne cessera de croître. »*[61]. En croisant ce constat avec la répartition idéologique des Think Tanks (voir annexe 4), on comprend pourquoi les politiques du pays ont presque toutes été dans le sens de la validation du modèle : le point d'équilibre idéologique des acteurs qui ont un rôle dans le processus de décision est beaucoup plus proche d'une conception néolibérale et conservatrice de la société que d'idées progressistes et/ou régulatrices. Finalement, il faut souligner que cette « compétition » des idées ne donne pas naissance à des conflits politiques, et ne remet pas en cause les constats précédents sur une société chilienne presque totalement pacifiée, dans les 15 premières années de la *Concertación*.

Pour finir de comprendre les raisons de ce pacifisme, il semble important d'analyser les positions des acteurs traditionnels des mouvements sociaux : les syndicats et les différents groupes de secteurs sociaux « exploités » (travailleurs, femmes, etc.). En effet, bien que la CUT existe de nouveau[62], et que l'implémentation du néolibéralisme au Chili ait augmenté l'exploitation des travailleurs du pays, le syndicat n'a convoqué aucun mouvement social national jusqu'en 2006, lorsqu'il a soutenu le

---

[59] M. GARATE CHATEAU, *La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003*, *op. cit*. p. 405

[60] Carlos SANHUEZA, « « No lo vimos venir ». Los expertos bajo escrutinio », *in* Mauricio FOLCHI (dir.), *« Chile Despertó ». Lecturas desde la Historia del estallido social de octubre*, Universidad de Chile., Santiago de Chile, 2019, p. 46. "*Los que "saben" son los que deciden en base a criterios técnicos. Esta relación experticia-política ha sobredimensionado la participación de los expertos en la toma de decisiones democráticas."*

[61] M. GARATE CHATEAU, *La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003*, *op. cit*. p. 423

[62] L'ancienne Centrale Unique des Travailleurs a été refondée en Centrale Unitaire des Travailleurs en 1988, date à partir de laquelle elle existe de fait. Elle ne sera officielleemnt légale qu'à parti de 1992.

mouvement étudiant des *pingüinos*[63]. Sous le gouvernement d'Alwyn, la CUT a souhaité accompagner le gouvernement, conformément à la ligne retenue lors du congrès de 1988, et en rupture avec les positions du PC qui souhaitait intensifier le conflit social pour parvenir à « plus de démocratisation ». Il existe une controverse sur la responsabilité de la *Concertación* dans la démobilisation du mouvement syndical, qui s'articule autour de 2 points : l'importance des lignes du PS et de la DC dans l'appareil syndical de la CUT et la légalisation relativement tardive du syndicat. En effet, pendant les 2 premières années du gouvernement Alwyn, la CUT est officiellement illégale, et ses actions peuvent alors être censurée par le Tribunal Constitutionnel, ce qui a certainement poussé à une certaine retenue. D'autre part, la *Ley de Centrales Sindicales* de 1992, qui légalise la CUT, comporte une autre clause : *« Cela ouvra la porte à la création d'autres centrales, avec comme seul prérequis le rassemblent de 3% des travailleurs syndiqués du pays, ce qui menaçait le parallélisme syndical au niveau des centrales, précisément ce qu'on cherchait à éviter »*[64]. Le mouvement syndical, qui a été détruit durant la période de dictature a donc des difficultés à se restructurer, et la loi ouvre la possibilité à la création de multiples syndicats, divisant l'unité du mouvement social. La politique d'accompagnement du gouvernement changera à la fin du mandat d'Alwyn, mais la CUT n'entrera pas dans une dynamique de confrontation avant 2006.

L'instauration de la démocratie du marché, l'individualisation des problématiques introduites par le néolibéralisme, la réduction du champ politique et la recherche de consensus ont rendu la société chilienne totalement passive et pacifique, une forme de sommeil, qui expliquerait le « réveil » de 2019.

2.3 L'OPPOSITION ENTRE L'ÉTAT ET LE PEUPLE MAPUCHE : PERSISTANCE DES CONFLITS DANS UNE PERIODE DE RECHERCHE DU CONSENSUS

Il serait erroné de dire que le Chili n'a pas connu de conflits sociaux avant le mouvement des *pingüinos* en 2006. En effet, cela reviendrait à occulter totalement les luttes indigènes[65], notamment celle du peuple Mapuche du sud du pays. Ce conflit a traversé la société chilienne depuis que le pays existe (le Chili obtient son indépendance en 1810) ; il est la continuation d'un conflit colonial entamé dès l'arrivée des Espagnols. La « pacification de l'Araucanie » (territoire du sud du Chili, où vivent les Mapuche), suivie de son occupation dès 1860 a inscrit une dynamique conflictuelle entre l'État central et les populations indigènes dans l'histoire politique et sociale chilienne selon ces modalités : *« L'occupation de l'Araucanie a généré la dépossession territoriale du peuple mapuche, déclenchant un ensemble de dispositifs de discipline et de violence visant à faire internaliser des complexes d'infériorité par les générations futures de mapuche, le racisme étant un des symboles les plus emblématiques de ce processus »*[66]. Un recensement réalisé en 2012 sous le premier gouvernement de Piñera estime qu'1,7 millions de Chiliens (sur 18 millions au total) de 5 ans et plus s'identifient comme mapuche. Ainsi on peut estimer qu'environ 12% de la population se considère mapuche[67], un nombre

---

[63] Le nom du mouvement vient des couleurs de l'uniforme scolaire chilien, chemise blanche et veste noire.

[64] Sebastián OSORIO et Franck GAUDICHAUD, « ¿La democratización en contra de los trabajadores? La CUT, el movimiento sindical y el dilema de la transición pactada en Chile », *Les Cahiers de Framespa. Nouveaux champs de l'histoire sociale*, 27, 2018. p. 8 "*abró la puerta a la creación de otras centrales con el solo requisito de reunir al 3% de los trabajadores sindicalizados del país, lo que amenazaba con asentar el paralelismo sindical a nivel de centrales, justamente lo que se buscaba evitar"*

[65] Le mot n'a pas ici le sens péjoratif qu'il peut avoir dans le langage courant, nous l'entendrons comme le terme qui désigne la population implantée dans le pays avant la colonisation.

[66] Fernando PAIRICAN PADILLA, *Malon: la rebelión del movimiento mapuche, 1990-2013*, Primera edición., Santiago, Chile, Pehuén, 2014. p. 34/35 "*La Ocupación de La Araucanía generó une desposesión territorial en el pueblo mapuche, desplegando un conjunto de dispositivos de disciplinamiento y violencia orientados a internalizar complejos de inferioridad en las generaciones futuras de mapuche, siendo el racismo une de los símbolos más desgarradores de este proceso"*

[67] Augusto SAMANIEGO et Carlos RUIZ, « Pueblo Mapuche y Neoliberalismo », *in* Andrea PINOL BAZZI (dir.), *Democracia versus neoliberalismo 25 años de neoliberalismo en Chile*, Buenos Aires, CLACSO, 2015, p. 180

assez significatif ; la plupart d'entre eux habitant dans le Sud du pays, dans les 7e, 8e et 10e régions (pour parler du territoire mapuche, nous utiliserons le terme *Wallmapu*, utilisé par les indigènes).

Ces régions ont été extrêmement affectés par la modernisation libérale introduite par la dictature, pour plusieurs raisons. Il existe en effet une aura presque mythique autour de la figure du guerrier mapuche qui aurait résisté vaillamment contre l'envahisseur espagnol[68], que les militaires souhaitent incorporer à l'identité nationale chilienne, afin de donner à leur projet national un ancrage patriotique profond. La traduction matérielle de cette volonté fut la « chilenisation » du *Wallmapu* : intégration forcée à la nouvelle économie de marché, restructuration forcée de l'organisation territoriale ancestrale, appropriation des terres, intégration des jeunes mapuche dans le système scolaire national, etc. Ces politiques eurent deux effets : d'une part les mapuche, en particulier les plus jeunes, furent confrontés à des dynamiques racistes plus importantes, d'autre part, ayant des structures d'organisation sociale autosuffisantes, mais non adaptées au néolibéralisme, la population mapuche subit une importante paupérisation. Ainsi, en 1987, la région de l'Araucanie compte 29,3% d'indigents et 30,3% de pauvres non indigents. De plus, elle est riche en ressources forestières, qui sont exploitées massivement par des grands groupes étrangers depuis l'ouverture sans limite du pays aux capitaux étrangers. La destruction de la forêt native, pour être remplacée par des arbres plus « rentables », mise en place par ces entreprises, protégées par la police chilienne, agit comme une enclave néocoloniale sur le territoire mapuche. Il est également essentiel de mentionner les processus de privatisation de l'eau, qui privent certains territoires d'accès à des sources auparavant naturelles. Aux vues de ces deux éléments, il est possible d'avancer que les mapuche sont les plus grands perdants de la modernisation néolibérale du Chili, ce qui va naturellement entraîner des mouvements de résistance, qui changent la vision des autorités sur les Mapuche. À la fin de la dictature, la séparation entre le territoire chilien et le *Wallmapu* est considérée par Pinochet comme une véritable « frontière intérieure »[69].

Sous la dictature, le mouvement mapuche se confondait avec certains acteurs de gauche dans l'opposition au régime de Pinochet, et se limitait à des résistances locales et ponctuelles face à des projets d'industrialisation. Après le retour à la démocratie, l'absence de représentation politique mapuche dans l'Accord de Nueva Imperial de 1989 (qui régit les relations État-Mapuche) et le contexte socio-économique extrêmement défavorable vont entraîner une « mapuchisation »[70] du mouvement, marqué par un affrontement frontal avec l'État (à travers sa police) et les entreprises forestières dans un objectif de récupération des terres mapuche. C'est dans ce contexte que se crée le Consejo de Todas las Tierras (CTT), groupe de coordination des résistances mapuche, qui instaure en 1992, à l'occasion des 500 ans de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique, un drapeau mapuche unitaire. Ce drapeau deviendra en 2019 un symbole essentiel de l'insurrection, pour des raisons que nous évoquerons plus tard. Si les actions ponctuelles de récupération, coordonnées par le CTT sont symboliques et violemment réprimées par la police, les Mapuche étant considérés par le ministre de l'intérieur d'Alwyn comme « des délinquants communs », le mouvement s'intensifie avec l'incendie, en 1997, de trois camions forestiers dans la ville de Lumaco : *« Lumaco marqua la transition entre la restitution des terres et la restitution de territoire, générant un saut qualitatif dans le mouvement mapuche, clarifiant le caractère idéologique de la « question nationale mapuche »»*[71]. Ces évènements, et ceux

[68] Cette vision est cependant largement exagérée et provient d'une vision fantasmée du guerrier mapuche. Pour approfondir ce sujet, voir les "estudios fronterizas" introduite par Sergio Villalobos ou la thèse de Guillaume Boccara : Guillaume BOCCARA, *Guerre et ethnogenèse mapuche dans le Chili colonial: l'invention du soi*, Paris, L'Harmattan, 1998.
[69] Víctor TOLEDO LLANCAQUEO, *Pueblo Mapuche: derechos colectivos y territorio ; desafíos para la sustentabilidad democrática*, 1. ed., Santiago de chile, Programa Chile Sustentable, 2005.
[70] Concept développé dans F. PAIRICAN PADILLA, *Malon*, *op. cit.*
[71] *Ibid.* p. 93 *"Lumaco marcó la transición entre la devolución de tierras y la devolución de territorio, generando un salto cualitativo para el movimiento mapuche, ya que fue clarificando el carácter ideológico de la « cuestión nacional Mapuche"*

qui le suivent, font du conflit entre les Mapuche et l'État central le premier mouvement d'opposition à la modernisation néolibérale au Chili.

De plus, la résistance mapuche représente une barrière à la construction d'un État stable, remettant en cause la volonté d'Alwyn d'être le « président de tous les chiliens ». La vision d'un État centralisé et d'une société monoculturelle est remise en cause par la résurgence des conflits ethniques et néocoloniaux. En ce sens, il est possible de dire que le mouvement mapuche est unique au Chili, car il est séparatiste. Contrairement aux mouvements sociaux « classiques », il ne vise pas à améliorer les conditions sociales, ou à prendre le pouvoir dans le pays, il a pour objectif l'indépendance d'un territoire. Plus qu'un défi pour l'État chilien, Fernando Pairican Padilla le considère ainsi : *« Le mouvement mapuch est un défi pour la démocratisation du Chili et l'utopie de l'autodétermination invite à réimaginer de nouveaux type de relation avec l'État chilien qui occupe le Wallmapu »*[72]. La radicalisation du mouvement a entraîné une répression plus importante de l'État démocratique chilien, rappelant, avec une étendue et une intensité moindre, la répression subie par l'ensemble de la société sous la dictature, sous la forme d'une *« politique de terrorisme étatique de basse intensité dans les communautés du Wallmapu »*[73]. Les Mapuche sont alors considérés comme des « terroristes », des « ennemis intérieurs », en particulier depuis 1997, ce qui légitime une répression juridique et policière plus importante. Il survient une véritable militarisation du *Wallmapu,* avec l'objectif de réduire le plus possible les résistances mapuche, afin d'assurer une exploitation sécurisée des ressources naturelles par les entreprises forestières. Pendant près de 10 ans, les affrontements entre Mapuche et police chilienne surviennent de manière ponctuelle, lorsqu'une entreprise estime qu'une de ses exploitations ou un de ses convois est en situation de danger. Il est intéressant de noter que la violence des militants mapuche n'est jamais dirigée, en premier lieu, vers les représentants de l'État ; ils visent d'abord et surtout les entreprises qui exploitent les ressources naturelles. L'opposition avec la police survient lorsque cette dernière s'interpose. Cette répression culmine dans le cadre des mouvements de protestation contre l'Accord de « Nueva Imperial 2 », proposé par le gouvernement de Michelle Bachelet en 2006. Dans ce cadre, le mouvement mapuche enregistre, le 3 janvier 2008 la mort de Matias Catrileo, touché dans le dos suite à des tirs à balles réelles de la police. S'il n'est pas le premier activiste mapuche tué dans le cadre de l'affrontement avec l'État chilien, les conditions de sa mort entraînent pour la première fois un large soutien populaire chez les *wingkas* (les Chiliens non mapuche). La lutte des Mapuche devient ainsi un symbole des problèmes entraînés par le néolibéralisme : exploitation des ressources naturelles par des entreprises étrangères, paupérisation des populations, augmentation des inégalités, et dans le cas particulier chilien, répression des acteurs qui s'y opposent.

Cette symbolique peut expliquer la présence massive de drapeaux mapuche dans les manifestations de 2019, les revendications autour d'un « État plurinational » (sur le modèle développé par Evo Morales en Bolivie). Hasard de l'Histoire, l'accord parlementaire pour ouvrir un nouveau processus constituant a été signé dans la nuit du 14 novembre 2019, jour de manifestations dédiées à la mémoire de Camilo Catrillanca, paysan mapuche tué le 14 novembre 2018. La 5e annexe illustre cette imbrication. On y voit le visage de Camilo Catrillanca, pleurant une larme rouge qui a la forme du Chili. À la droite de l'image, on reconnaît l'ombre de la photo de la Plaza de la Dignidad lors de la manifestation du 25 octobre. Pour conclure cette brève analyse, reprenons la conclusion de Pairican Padila : *« L'histoire du peuple mapuche du début du 21e siècle peut se résumer ainsi : dignité, liberté, espoir »*[74]. Les mots de « dignité » et de « liberté » sont des revendications centrales en 2019.

---

[72] *Ibid.* p. 366 "*El movimiento mapuche es un desafío a la democratización de Chile y la utopía autodeterminista es un aporte reimagniar un nuevo tipo de relación con el Estado que ocupó el Walllmapu"*
[73] *Ibid.* p. 366 "*política de terrorismo estatal de baja intensidad en las comunidades de Wallmapu"*
[74] *Ibid.* p. 390 *"La historia del pueblo mapuche de inicios del siglo XXI se resume en ello: dignidad, libertad y esperanza"*

2.4 UNE TRANSITION DEMOCRATIQUE EXEMPLAIRE ?

Le modèle économique chilien fait figure de précurseur : le pays, suite à la prise de pouvoir des militaires, est devenu le premier pays au monde à appliquer des politiques néolibérales, avant les élections de Reagan ou Thatcher, célèbres pour avoir fait de leurs pays respectifs des fers de lance de l'économie de marché. Il est également possible d'envisager le Chili comme le pays le « plus avancé » dans le néolibéralisme, c'est-à-dire la société la plus impactée dans son fonctionnement. Le modèle de la dictature se trouve alors légitimé par son succès au niveau international. Le Consensus de Washington promu par l'administration Reagan dans le but de stabiliser et de moderniser les économies des pays émergents, en particulier celles des pays sud-américains, n'est en réalité qu'une volonté de répliquer l'expérience chilienne dans d'autres pays. L'entrée du pays dans l'OCDE en 2007 peut être vue comme le couronnement de cette reconnaissance internationale qui validerait le système chilien, et son administration par les gouvernements de la *Concertación.* Il faut également noter qu'on ne considère alors plus les conditions politiques et sociales qui ont permis l'implantation du néolibéralisme, la dissociation entre Pinochet et son système analysée par Tomas Moulian étant alors totalement effective. Pire encore, il s'opère un renversement de la relation entre néolibéralisme et démocratie au Chili : son association à la répression n'est plus seulement passée sous silence, elle est oubliée au profit d'une conception du pays comme *« l'exemple parfait de la possibilité de conjuguer démocratie et libre marché ; exemple encore plus frappant dans le contexte d'un petit pays en développement qui devenait de sortir de l'expérience traumatisante d'un régime autoritaire qui avait duré dix-sept longues années »*[75]. Cette conception, qui oublie de nombreux paramètres historiques a sans doute contribué à l'accumulation de ressentiment[76] qui a mené à l'insurrection de 2019.

Au-delà du paradoxe susmentionné, l'économie chilienne a connu de forts succès macro-économiques, qui expliquent son rayonnement international. Ainsi, à l'exception des périodes de crises mondiales, la croissance du PIB oscille entre 5 et 10 % dans les années 90, avant de se stabiliser autour de 5 % dans les années 2000, puis à un niveau plus bas à partir de 2014 (voir annexe 5). De la même manière, le taux de chômage varie entre 5 et 10 %, un chiffre conséquent mais relativement modéré. De plus, la pauvreté a été grandement réduite depuis 1990, même s'il faut se souvenir qu'en l'absence de politiques de protection sociale, une croissance forte est la condition *sine qua non* de la réduction de la pauvreté et d'un accroissement limité des inégalités. L'économie chilienne est donc, sur un plan global, en bonne santé, ce qui pousse le président Piñera à parler de son pays de cette manière, le 9 octobre 2019 : *« Au milieu de cette Amérique Latine convulsionnée, regardons le Chili ; c'est une véritable oasis, avec une démocratie stable, le pays connaît une bonne croissance, nous créons 170000 emplois par an, les salaires augmentent »*[77]. Cette vision témoigne de la conception du Chili comme un pays qui a réussi une transition démocratique exemplaire, en donnant à un modèle économique au succès reconnu à l'international les institutions d'une démocratie. Une semaine après, il parlait d'un « pays en guerre ». Ce revirement ne tient pas au hasard, il témoigne de l'oubli de certaines problématiques dans l'analyse des succès macro-économiques du Chili.

Le premier oubli, la problématique du travail précaire et de l'accroissement illimité de la plus-value, pousse à remettre en cause le succès de la réduction du taux de chômage. Il est possible de définir la précarité du travail selon deux aspects : sa faible rémunération et le type des contrats qui le

---

[75] M. GARATE CHATEAU, *La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003*, *op. cit*. p. 356

[76] Le terme de « rabia » (haine) est régulièrement employé en 2019.

[77] COOPERATIVA.CL, *Presidente Piñera: Chile es un verdadero oasis en una América Latina convulsionada*, https://www.cooperativa.cl/noticias/pais/presidente-pinera/presidente-pinera-chile-es-un-verdadero-oasis-en-una-america-latina/2019-10-09/063956.html, consulté le 30 mai 2020. "*En medio de esta América Latina convulsionada veamos a Chile; es un verdadero oasis, con una democracia estable, el país está creciendo, estamos creando 170 mil empleos al año, los salarios están mejorando"*

régissent. En effet, bien que le salaire moyen mensuel du pays soit de $554.493, 70% des travailleurs perçoivent moins de $543.179[78], ce qui pose un réel problème d'inégalités si l'on note que seuls 15,3% des salariés gagnent plus de $850.000, et 5,7% plus de $1.500.000. Selon les données de la Fundación Sol, le problème est également celui de la pauvreté : *« En novembre 2017, le seuil de pauvreté au niveau des revenus pour un foyer moyen de 4 personnes est de $417.438. En considérant seulement les salariés du secteur privé qui travaillent à temps plein, 50% d'entre eux gagnent moins de $402.335, ce qui signifie qu'ils ne peuvent même pas sortir leur famille de la pauvreté »*[79]. Cette grande pauvreté est mise en lumière par les manifestations qui ont eu lieu au mois de mai 2020, pour alerter sur la faim qui frappe les quartiers populaires de Santiago (*poblaciones)* dans le cadre du confinement mis en place pour endiguer la propagation de la covid-19[80]. À cette précarité du revenu s'ajoute une précarité de l'emploi, ainsi que des inégalités selon le type d'emploi occupé : par exemple, les travailleurs les plus pauvres sont ceux du secteur du travail domestique et les indépendants, alors que les plus riches sont les patrons et les employés du secteur public[81]. S'ajoute également la précarité des contrats : 16,3% des travailleurs à temps plein ne possèdent pas de contrat de travail, faisant d'eux des « faux salariés », 16,6% possèdent des contrats intérimaires, et 48,4% des travailleurs en temps partiel sont « subempleados » (travailleurs à temps partiel qui souhaitent travailler à temps plein)[82]. En additionnant ces chiffres, il est possible de dire qu'entre 35% et 40% des travailleurs chiliens possèdent un contrat précaire. S'il n'existe pas, dans le Chili néolibéral, de classe ouvrière au sens classique, Frank Gaudichaud fait le constat suivant : *« Il existe bien une classe salariée très hétérogène et flexible, qui demeure loin de la physionomie du mouvement ouvrir classiste des années 70 »*[83]. De plus, le pays connaît, depuis les années 90, un fort accroissement de la plus-value, de la valeur produite par les travailleurs qui ne leur est pas restituée sous forme de salaire : *« Sur les 20 dernières années, la productivité du travail (PIB divisé par les heures travaillées) a augmenté de 90%, alors que les rémunérations réelles ont seulement augmenté de 20%. Cela signifie qu'il existe un fort excédent de production non rémunéré (les 70% restants furent des bénéfices directs des entreprises)»*[84]. Cet accroissement est un facteur de production et d'approfondissement des inégalités. Cette brève analyse sur la structure du monde du travail chilien permet de remettre en cause les succès en termes de taux de chômage, et laisse entrevoir une des raisons de l'explosion sociale de 2019.

Le second indicateur à nuancer est la croissance. Premièrement, il faut souligner qu'elle n'est pas homogène : en 2004, alors que la croissance du pays est de 6,1%, celle des entreprises cotées en bourse avoisine les 30%. Pour Gabriel Salazar, les taux de croissance élevés que le Chili a connu sont bâtis sur une bulle économique, celle de l'endettement. Ainsi, le pays ne devrait son rang de premier

---

[78] Gonzalo DURÁN et Marco KREMERMAN, *Los Verdaderos Sueldos de Chile. Panorama Actual del Valor de la Fuerza del Trabajo Usando la ESI 2017*, Fundación Sol, 2018. p. 4

[79] *Ibid.* p.3 "*En noviembre de 2017, la línea de la pobreza por ingresos en Chile para un hogar promedio de 4 personas, es de $417.348. Si consideramos sólo a los asalariados del sector privado que trabajan jornada completa, el 50 % gana menos de $402.355, esto quiere decir que ni siquiera podrían sacar a su grupo familiar de la pobreza."*

[80] EL MOSTRADOR, *Vuelven los cacerolazos: improvisación del Gobierno para enfrentar la "pandemia del hambre" reaviva las protestas en plena crisis sanitaria*, https://www.elmostrador.cl/destacado/2020/05/18/vuelven-los-cacerolazos-improvisacion-del-gobierno-para-enfrentar-la-pandemia-del-hambre-reaviva-las-protestas-en-plena-crisis-sanitaria/, consulté le 2 juin 2020.

[81] G. DURÁN et M. KREMERMAN, *Los Verdaderos Sueldos de Chile. Panorama Actual del Valor de la Fuerza del Trabajo Usando la ESI 2017*, *op. cit*. p. 9

[82] *Ibid.* pp. 13, 14, 15

[83] Franck GAUDICHAUD, *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno: trabajo, « democracia protegida » y conflictos de clases*, Buenos Aires, CLACSO, 2015. p. 38 "*Eso sí existe una clase asalariada globalmente muy diferenciada y flexibilizada, con condiciones de organicidad todavía extremadamente frágiles, lejos de la fisonomía del movimiento obrero clasista de* los *años 70"*

[84] *Ibid.* p. 41 "*En los últimos 20 años, la productividad del trabajo (PIB dividido por horas trabajadas) ha aumentado en un 90%, pero las remuneraciones reales terminaron creciendo sólo en un 20%, lo que significa que existe un alto excedente productivo no remunerado (con un 70% que fue ganancia directa del empresariado)"*

pays d'Amérique Latine en création de pouvoir d'achat qu'à l'endettement massif de sa population. Dans son étude Salazar souligne qu'un travailleur chilien s'endette (en crédit à la consommation ou en paiements différés) de l'ordre de 7 à 9 fois son revenu annuel, ce qui porte la part des transactions réalisées via des crédits (donc de l'argent qui n'existe pas réellement) à 10% du PIB, soit 17.000 millions de dollars[85]. Le pays doit donc une partie significative de sa croissance aux dettes contractées par sa population, pour pouvoir consommer plus. Cette problématique de l'endettement pose un problème de longévité du modèle, en particulier si l'on se souvient que 50% des travailleurs ont un revenu qui les place sous le seuil de pauvreté, les rendant légitimement incapables de rembourser ces crédits. De plus, la réduction de la pauvreté n'est alors qu'artificielle : les franges les plus pauvres de la population ne sont pas plus riches, elles peuvent simplement accéder à un niveau de consommation qui ne correspond pas à leur revenu réel, en dépensant un argent qui ne leur appartient pas. Pire encore, ils ne seront certainement jamais capables de rembourser ce qu'ils doivent à leur créancier tant les taux, de 30% à 50%, sont élevés. Il semble par ailleurs que ces taux extraordinairement hauts puissent s'accroître de manière quasi illimitée (en théorie), selon la logique néolibérale de risque financier : plus les travailleurs des classes populaires contractent de prêts à taux élevés, plus ils sont endettés, moins ils sont susceptibles de rembourser ces prêts, plus l'investissement est risqué pour les créanciers, plus les taux augmentent, et ce en boucle… En 2011, le président de la Banque Centrale du Chili fait ce constat : *« Il n'y a pas d'explications convaincantes pour demander des taux annuels de plus de 30% pour des crédits de consommation »*[86]. Pourtant, les mécaniques d'endettement et d'augmentation des taux ne se sont pas arrêtés depuis.

Ainsi, dans les 20 années de gouvernement de la *Concertación*, le pays n'est pas parvenu à rompre avec le modèle inégalitaire de la dictature, ce qui mène à sa première défaite électorale lors de l'élection de Sebastián Piñera dans un contexte de hausse importante de l'abstention, en 2010. Son mandat a contribué à raviver les conflits politiques de la société. En effet, il est le premier président ouvertement de droite, et en lien plus ou moins étroit avec les responsables de la dictature (rappelons que son frère a été ministre et est à l'origine de l'implémentation des AFPs). De plus, il est directement issu de l'élite politique et entrepreneuriale du pays : il occupe le 701e rang du classement Forbes des personnalités les plus riches du monde, et est concerné par plusieurs affaires de corruption et de détournement de fond, qui seraient à l'origine de l'accumulation d'une partie de sa fortune. Enfin, il entend « gouverner pour les siens » et « administrer l'État comme il gère ses entreprises »[87] et n'a jamais, contrairement à ses prédécesseurs (en particulier Michelle Bachelet en 2006), pris en compte les propositions issues des différents mouvements sociaux. Piñera étant le représentant presque parfait de ceux qui bénéficient du système, il montre, en faisant ce qu'il peut pour ne pas écouter les mouvements sociaux, ce qu'il convient de changer.

Le deuxième gouvernement de Michelle Bachelet signe, quant à lui, la fin de la *Concertación,* en incluant le PC dans la coalition, dans un objectif de refondation démocratique. Comme en 2006 avec les *pingüinos*, la présidente entend capitaliser sur une posture d'écoute des mouvements sociaux survenus lors du mandat précédent. Cependant, elle est élue avec 58% d'abstention au second tour de l'élection, ce qui marque une réelle crise de légitimité du modèle politique, à laquelle elle va tenter de remédier partiellement en mettant fin au système binominal en 2014 et en proposant un large projet de réforme éducative et de proposition de rédaction d'une nouvelle constitution. Le premier, n'a pas eu le succès escompté, en raison des blocages de l'opposition de droite, mais aussi de la droite de la coalition, qui a empêché de réformer les bases du système éducatif. Or, comme la souligne Garretón,

---

[85] G. SALAZAR VERGARA, *Movimientos Sociales en Chile. Trayectoria histórica y proyección política*, *op. cit*. pp. 371-372

[86] Cité dans *Ibid.* p. 373 "*no hay explicaciones convincentes para que se cobren tasas anuales de más de 30% de los créditos de consumo"*

[87] F. GAUDICHAUD, *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno*, *op. cit*. p. 53

« Aucune action n'aurait pu être fructueuse sans le démantèlement du modèle installé par la dictature et perfectionné sous la démocratie par des mesures comme le crédit de l'État, qui consacrait l'hégémonie de l'éducation privée, via des subventions à cette dernière, et une politique délibérée de réduction des moyens à l'école publique »[88]. De plus, le mandat de la présidente Bachelet est marqué par des scandales de corruption dans plusieurs sphères de l'État (police, armée, haut-fonctionnaires), qui, même s'ils ne concernaient pas directement le gouvernement en place, ont déplacé le curseur politique loin des revendications constitutionnelles, et poussé la mandataire à adopter des lois visant à rendre la vie publique plus morale. Finalement, le projet de nouvelle constitution, peut-être le plus central, n'aura pas le temps d'aboutir avant l'élection de Sebastián Piñera en 2018, qui est opposé à ces changements.

Ainsi, le Chili, malgré son rayonnement international et la prétention de ses élites à se considérer comme un pays développé, connaît des inégalités criantes, que ni la *Concertación*, ni la *Nueva Mayoría* de 2014 n'ont su régler. Au contraire, le modèle qui génère les inégalités a été institutionnalisé et approfondi par des gouvernements démocratiques qui n'ont pas été capables de se défaire des enclaves autoritaires, ni d'affronter réellement les problématiques mémorielles. La société chilienne a donc été plongée dans une forme de sommeil mémoriel et social, dérangé ponctuellement par des mouvements sociaux de plus en plus massifs et réguliers. L'insurrection de 2019 est peut-être l'aboutissement de ce lent processus de réveil de la société.

3 *« NO ERA PAZ, ERA SILENCIO »* : OCTOBRE 2019, LE REVEIL D'UNE MEMOIRE ET D'UNE CONSCIENCE POPULAIRE ENDORMIES

3.1 LA JEUNESSE : EMERGENCE D'UN NOUVEL ACTEUR DES 2006

Il est possible de fixer comme point de départ du processus insurrectionnel la hausse du prix du ticket de métro de 30 pesos en heure de pointe[89], qui a déclenché les premières initiatives de contestation de la part des jeunes, en majorité lycéens. Néanmoins, ces derniers n'étaient pas concernés par la hausse. Ils se sont mobilisés en réalisant des « evasiones », qui consistent à frauder massivement dans le métro et à inciter les passants à en faire de même en ouvrant les portes. Il est possible de voir dans la répression qu'ils ont subi un des facteurs de l'explosion sociale, dont les premières manifestations dans la rue ont lieu dans la soirée et la nuit du 18 octobre. Avant d'analyser plus en amont ces évènements, il semble important, pour mieux les comprendre, de les mettre en perspective, en les comparant avec les autres mouvements de jeunesse qu'a connu le pays : le *pingüinazo* de 2006 et le mouvement social de 2011/2012.

La *« revuelta pingüina »* a eu lieu d'avril à juin 2006. Elle prend principalement la forme d'occupation de lycées et d'universités, de grèves étudiantes, et de manifestations dans les principales villes. Bien que les acteurs traditionnels des mouvements sociaux aient appelés deux fois à la grève générale dans le pays, le mouvement reste majoritairement étudiant et se structure autour de la critique du modèle éducatif, pensé comme une enclave autoritaire. Cette analyse de Garretón est très éclairante à ce sujet : *Tout modèle éducatif consolidé correspond à un projet de société. Dans ce sens, le système éducatif chilien a été pensé par la dictature pour être en adéquation avec le modèle de société, autoritaire dans le secteur politico-culturel y centré sur l'individualisme et le marché dans le secteur*

[88] Manuel Antonio GARRETON MERINO, « Le second gouvernement de Bachelet : projet de transformation et crise politique », *Problemes d'Amerique latine*, trad. fr. Rachel THEODORE et Gilles BATAILLON, N° 102-3, 2016, p. 18.
[89] Le métro a des prix légèrement différents selon les horaires. Pour un travailleur prenant le métro pendant les heures de pointes du matin et du soir (la plupart d'entre eux), la hausse représente un coût supplémentaire de 60 pesos par jour.

économico-social, que le gouvernement voulait implanter »[90]. Le mouvement critique les bases mêmes du système éducatif : la LOCE et la Constitution, qui comme nous l'avons déjà mentionné fondent les bases de l'éducation de marché, et le mécontentement populaire qui accompagne l'affaiblissement de l'éducation publique au profit de l'éducation privée. Une des particularités de ce moment fut l'adhésion de la présidente en place au changement revendiqué, principalement la réforme de la LOCE. Elle tenta alors d'incorporer le mouvement à son agenda politique, via un *Consejo Asesor* ayant pour but de faire entendre toutes les voix concernées par la crise du modèle éducatif. Bien qu'il ait réussi à proposer des changements vers plus d'égalité dans l'éducation, avec notamment le remplacement de la LOCE par la *Ley General de Educación* (LGE) en 2009, il semble que le mouvement de 2006 ne peut pas, et ne doit pas, être retenu pour ses gains politiques. En effet l'adhésion de la présidente Bachelet à certaines des demandes a peut-être agi en défaveur du mouvement : en entrant dans le jeu politique, les revendications ont été soumises aux mêmes blocages institutionnels que tous les autres projets jugés « trop réformateurs » par la droite. Ni les changements radicaux en matières éducatives, ni la crise de légitimité des gouvernants qui commençaient alors à apparaître n'ont alors pu s'exprimer. Ainsi, le *pingüinazo* doit être pensé comme le moment fondateur d'un continuum plus large : c'est le premier mouvement social non-mapuche d'ampleur depuis le retour à la dictature, la première critique portée à la conduite des gouvernements de la *Concertación*. Il a en effet posé les bases du mouvement social de 2011 : *« Comme Franciso Figueroa, ancien vice-président de la fédération d'étudiant de la Universidad de Chile, l'avance : « le mouvement des étudiants du secondaire était les prémices de ce qu'il allait se passer en 2011. Les manifestations étudiantes de 2006 ont réussi à attire l'attention de la société sur les promesses manquées de la période de transition démocratique ». Les manifestations de 2006 ont donc constitué la base des manifestations massives de 2011, connues par la suite comme l'Automne Chilien de la Colère »*[91].

Si nous le situons dans le même processus de longue durée, le mouvement de 2011 est différent a bien des égards. En effet, il s'agit du premier mouvement social que doit affronter un gouvernement qui n'est plus issu de la *Concertación*. Or, l'élection du président Piñera ne témoigne pas d'une adhésion populaire au programme de l'*Alianza* (coalition de droite entre UDI et RN), mais d'un rejet de la conduite politique des gouvernement précédents. La crise de légitimité dont on pouvait voir les prémices en 2006 a commencé à s'exprimer clairement dans les urnes sen 2009, puis dans la rue en 2011. De plus, contrairement à Michelle Bachelet qui soutenait plus ou moins les revendications du mouvement, Sebastián Piñera est un fervent défenseur de l'héritage de la dictature et de l'éducation de marché, et il n'entend pas faire de concessions face aux différentes revendications du corps social. Le phénomène d'incorporation des revendications au champ politique qui a eu lieu en 2006 n'a donc pas lieu, creusant la séparation entre la politique des partis et la société et appelant à des changements plus radicaux. Le mouvement, commencé par les jeunes autour de problématiques éducatives, a donc reçu un soutien de l'opinion publique, suivi d'une participation importante d'autres acteurs dans les manifestations. Il se produit alors une rupture avec la dynamique d'individualisation des

---

[90] Manuel Antonio GARRETÓN, María Angélica CRUZ, Félix AGUIRRE, Naim BRO, Elías FARÍAS, Pierina FERRETI et Tamara RAMOS, « Movimiento social, nuevas formas de hacer política y enclaves autoritarios. Los debates del Consejo Asesor para la Educación en el gobierno de Michelle Bachelet en Chile », *Polis. Revista Latinoamericana*, 30, 2011. p. 6. "*Todo modelo educacional consolidado corresponde o está en consonancia con un modelo o proyecto de sociedad: En este sentido, el sistema educacional chileno fue generado bajo la dictadura militar para adecuarlo al modelo de sociedad, autoritario en lo políticocultural y organizado en torno al individualismo y el mercado en lo económico social, que se buscaba implantar"*

[91] Sofía DONOSO et Nicolás SOMMA, « "You Taught us to Give an Opinion, Now Learn How to Listen": The Manifold Political Consequences of Chile's Student Movement », *in* Moisés ARCE et Roberta RICE (dir.), *Protest and Democracy*, 1re éd., University of Calgary Press, 2019, p. 153 "*As Francisco Figueroa, former vice-president of the student federation of the Universidad de Chile, states: "the secondary school demonstrations were already the precedent of what was about to happen in 2011. It was the student protests in 2006 that managed to call the attention of society on pending and broken promises from the period of democratic transition". The 2006 protests thus constituted the base for the massive protests of 2011, which became known as the Chilean Winter of Discontent."*

problématiques publiques, qui avait contribué à dépolitiser les inégalités et le mal-être vécus par une partie de la population, facilitée par la hausse du pouvoir d'achat et le « pouvoir de séduction du modèle »[92] permis par la consommation de masse. N'ayant pas de traduction politique réelle jusqu'en 2011, le mal-être de la société n'a jamais été réellement affronté par les gouvernants : *« Une société dépolitisée a privatisé les problèmes publics pour que chacun les assume à niveau individuel. Ainsi, les désaccords des citoyens avec l'ordre politique sont restés sans voix, pas seulement parce qu'ils n'ont pas eu de représentation institutionnelle, mais aussi parce que les institutions elles-mêmes sont devenues l'obstacle principal. Les institutions ont fonctionné comme une digue de contention du mal être des citoyens, protégeant ainsi la classe politique »*[93]. La crise de légitimité des dirigeants politiques est donc accélérée par le mouvement social, comme le montre la chute des niveaux d'approbation des coalitions de droite et de gauche entre avril 2010 et août 2011 (annexe 7). En 2011, le déni de la *Concertación*, qui ne voulait pas voir les potentiels conflits sociaux qui germaient, a été remplacé par une opposition franche manifestée par le président Piñera. Cette posture a légitimé la radicalisation des revendications, et des formes de protestation dans une moindre mesure : *« Suite à l'explosion exprimant le mal être, le mouvement social s'est suffisamment articulé pour mettre en forme un discours politique cristallisée sur l'explication de ce mal être contre l'ordre social existant (…). Ainsi, l'effort pour parler de changements institutionnels, dans la constitution, les systèmes de représentation et les politiques publiques, a cessé de sembler ridicule. »*[94]. Ainsi, dès 2011, la jeunesse se pose comme l'acteur pouvant potentiellement déclencher la prise de conscience de la société, en exprimant selon Gaudichaud une distinction entre la politique des partis et la politique qui est vécue au quotidien, dans les moyens d'affronter l'avenir et dans la création d'espace d'autogestion locale, dans le but d'affronter collectivement les problèmes sociaux[95].

En 2019, le même processus est observable, de manière encore plus marquante puisque les jeunes ne se mobilisent pas pour eux (dans le cadre du mouvement contre la hausse du ticket de métro), pour des problématiques qui les touchent directement, mais en prévision de phénomènes qui les toucheront plus tard, ainsi qu'en réaction à la misère vécue par leurs parents. La volonté première des mobilisations de la jeunesse est donc bien différente, elle témoigne d'une part de la volonté de ne plus subir les inégalités imposées par un système qu'ils n'ont pas participé à élaborer, d'autre part d'une forme de conscience historique de la nécessité de protester, car leurs parents n'en ont pas eu l'occasion (que ce soit sous la dictature ou sous la *Concertación*). Sur le premier point, il est intéressant de rappeler l'analyse réalisée par Carlos Peña, dans les premiers jours de l'insurrection : *« Une question générationnele se manifeste, à chaque fois avec plus d'intensité, une question de légitimité qui pointe peu à peu ; et la perception des inégalités qui sont chaque jour moins justifiables »*[96]. Cette crise de légitimité peut être mise en parallèle avec une crise de l'éducation qui, en créant des inégalités et en

---

[92] Concpept analysé dans G. SALAZAR VERGARA, *Movimientos Sociales en Chile. Trayectoria histórica y proyección política*, *op. cit*. pp.360-380

[93] Alberto MAYOL MIRANDA et Carla AZÓCAR ROSENKRANZ, « Politización del malestar, movilización social y transformación ideológica: el caso "Chile 2011" », *Polis. Revista Latinoamericana*, 30, 2011. p. 20 "*Una sociedad despolitizada privatizó los problemas públicos y los asumió a nivel individual. En ese marco, el disenso de los ciudadanos con el orden político al cual debían responder, no sólo no tuvo nunca representación institucional, sino que más bien fue la institucionalidad su principal obstáculo. Las instituciones funcionaron como dique de contención del malestar y protegieron así a la clase política."*

[94] *Ibid.* p. 20 "*Luego del estallido expresivo del malestar, el movimiento social se articuló suficientemente como para dar forma a un discurso político que se cristalizó en la explicitación del signo negativo de este malestar contra el orden social existente, (…) En este marco, dejó de sonar ridíulo el esfuerzo por hablar de cambios institucionales relevantes, en la constitución, en los sistemas de representación y en las políticas públicas"*

[95] F. GAUDICHAUD, *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno*, *op. cit*.

[96] Carlos PEÑA, *Chile: El malestar en la cultura*, https://puntodecorte.com/chile-el-malestar-en-la-cultura-por-carlos-pena/, consulté le 23 avril 2020. "*Hay una cuestión generacional que se manifiesta cada vez con mayor intensidad; hay una cuestión de legitimidad que poco a poco se insinúa; y hay una percepción de la desigualdad que cada día encuentra menos consuelo"*

empêchant l'ascension sociale, crée les conditions matérielles d'existence du modèle, mais ne façonne plus des individus qui y adhèrent. En d'autres termes, il existe dans la société chilienne deux superstructures[97] qui coexistent : l'une, dans la population qui a connu la dictature et les premières années de la *Concertación,* correspond à l'infrastructure néolibérale et, en créant l'individualisme, empêche la remise en cause du modèle. L'autre, celle vécue par les populations les plus jeunes, n'a pas réellement d'assise matérielle autre que la répression subie lors des mouvements sociaux (et déclenchée par la démocratie) et les inégalités vécues, sans qu'elles puissent être expliquées. Cette dissociation, alliée à la crise de légitimité politique, est un des facteurs qui permet d'expliquer que les jeunes se mobilisent en priorité, car ils sont émancipés du traumatisme direct de la dictature, ils ne la connaissent qu'à travers les livres d'histoires et les récits familiaux. Le slogan « no somos como nuestros abuelos » prend alors tout son sens, puisque la jeunesse, l'acteur premier du conflit social, se revendique comme émancipée des structures contraignantes qui ont régi les rapports sociaux jusqu'alors.

Avant de conclure, il faut également souligner que les jeunes avaient été la cible de politiques répressives, avant même le début de l'insurrection. La loi *Aula Segura*, proposée à la fin de l'année 2018, permet aux directeurs d'institut éducatif d'exclure les élèves accusés de « commettre des troubles », et l'opposition entre le maire de Santiago et les élèves de l'*Instituto Nacional* (un des lycées les plus prestigieux du pays, mais aussi un des plus mobilisés) sont des symboles de cette répression des mouvements de la jeunesse par les autorités, autant de dispositif qui assimilent la « violence des vandales » aux « protestations légitimes »[98].

3.2 « CHILE DESPERTO » : LE REVEIL DE LA MEMOIRE

Lors des manifestations de 2019, la scission générationnelle que nous évoquions plus haut, va se briser, grâce à la participation d'acteurs de tous âges dans le mouvement. Entre le début des « Evasiones masivas » dans le métro de Santiago, le 10 octobre, et la « Marcha más Grande de Chile », qui a rassemblé au moins 1,5 millions de personnes dans les rues de Santiago (donc environ 3 millions si on considère l'ensemble du pays) le 25 octobre, le mouvement s'est massifié et s'est hybridé. Il est possible d'analyser deux facteurs principaux : la légitimité des revendications que nous analyserons dans la partie suivante, et le réveil d'un traumatisme mémoriel, les pratiques de la dictature n'ayant jamais été aussi proches depuis le retour à la démocratie.

Comme évoqué précédemment, la mémoire de la dictature s'articule autour du sujet des violations de droits humains pratiquées par les agents de l'État. En raison du contexte socio-politique du retour à la démocratie, ces questions n'ont jamais été réellement affrontées institutionnellement. Bien que la société civile se soit emparée de la problématique, notamment à travers des commémorations et de la transformation d'anciens centres de torture en lieux de mémoire, il existe une mémoire frustrée qui peut être convoquée à tous moments. De la même manière, ni les responsables politiques de la dictature, ni les institutions qui ont commis les crimes, l'armée et les *carabineros*, n'ont effectué de réelle autocritique. Si les gouvernements les plus tardifs de la *Concertación,* notamment ceux de Michelle Bachelet ont tenté d'imposer une éducation au respect des droits humains, il est possible de douter de son efficacité. Pour s'en convaincre, il est possible de rappeler ces mots d'un général de la police, Enrique Bassaletti : *« Nous pouvons dire que notre société, dans les 30 derniers jours, souffre d'une maladie grave. Supposons que ce soit un cancer (...) Alors*

[97] Ici, il est fait référence au terme marxiste de superstructure, qui définit « les formes idéologiques dans lesquelles les hommes prennent conscience du conflit de classe ». Ce sont des formes juridiques, politiques, religieuses, etc., par opposition aux formes matérielles l'organisation de la production qui définit l'infrastructure (dans le cas du Chili, l'assimilera au système néolibéral). Voir Karl MARX, *Introduction à la critique de l'économie politique*, Paris, L'Altiplano, 2008.

[98] Carlos RUIZ, *Octubre Chileno. La Irrupción de un Nuevo Pueblo*, Tapa blanda., Santiago de Chile, Taurus, 2020. p. 7

que le traitement du cancer se fait par chimiothérapie, dans certains cas, et par radiothérapie, dans d'autres ; quand on cherche à soigner cette maladie, par le biais de ces solutions médicales, on tue des cellules bonnes et des cellules mauvaises. C'est le risque que l'on prend quand on utilise des outils comme les armes à feu, c'est compliqué »[99]. La métaphore du cancer du corps social pour évoquer les contestataires est exactement la même que celle utilisée pour légitimer le coup d'État militaire contre le « cancer marxiste ». Sur le plan politique il est possible de citer la phrase de Sebastián Piñera, « nous sommes en guerre contre un ennemi puissant et implacable », prononcée le 20 octobre lors d'une conférence de presse, entouré de généraux militaire. La comparaison avec la guerre intérieure voulue par Pinochet pour expliquer la violence des premières années du régime est alors criante. Le parallèle a encore plus de force si l'on rappelle les chiffres de la répression, pris au 2 décembre 2019 : 23 morts, plus de 8000 détenus, dont 561 mineurs, 3000 blessés, dont 241 ont perdu un œil (2 ont perdu les 2 yeux), 458 cas de torture et 88 cas de violence sexuelle[100]. Ce rappel de la mémoire à travers la violence des actes et des mots a contribué à hybrider un mouvement au départ très jeune. Alors que ces derniers se mobilisent pour ne pas vivre comme leurs parents, leurs parents ne veulent pas non plus que leurs enfants connaissent la même violence répressive dans le but de préserver le modèle économique et social.

Le réveil traumatique causé par la répression est un élément pouvant expliquer la participation d'acteurs moins jeunes lors des manifestations du 19 octobre, le lendemain de la première soirée marquée par des violences importantes, qui avait mené le président à déployer les militaires dans la rue pour maintenir l'ordre, en déclarant l'État d'urgence dans la ville de Santiago. Si la présence des militaires dans la rue constitue en elle-même un rappel traumatique pour une grande partie de la population chilienne, le traumatisme le plus profond relève de la combinaison de 3 facteurs : *« La présence de militaires dans la rue pendant l'État d'exception, le couvre-feu et le discours guerriers contre la population ont été un rappel violent de la mémoire du traumatisme de la dictature »*[101]. De plus, la région de Santiago (Región Metropolitana) n'avait jamais été placée sous un couvre-feu militaire depuis la tentative d'assassinat de Pinochet par des militants du Frente Patriótico Manuel Rodriguez (FPMR) en 1986. En outre, comme nous l'avons évoqué, le couvre-feu a été pendant la dictature un outil de répression psychologique, en enfermant les corps des opposants dans un lieu fixe, et en interdisant l'accès à la rue, contrôlée par les agents de la répression. Ce dispositif possède alors un potentiel traumatique pour l'ensemble de la société, pas uniquement pour ceux qui l'ont vécu. Son application pendant une semaine a ravivé une autre mémoire : celle des disparus. Dans cette même semaine, 20 cas de « disparition » ont été recensés par l'INDH[102]. En 2019, tous les disparus sont réapparus, morts ou vivants, mais la présence du terme dans la société est un autre marqueur du parallèle entre la répression du régime de Piñera et celle de Pinochet. La dernière analogie concerne les 458 cas de torture, de la part d'agents de l'État (police ou armée) contre des manifestants. Encore une fois, tous les cas ne sont pas avérés, et le sujet est encore soumis à débat. Par exemple, le commissariat situé dans la station de métro *Baquedano (*voir photos de deux entrées du métro en

---

[99] Enrique Bassaletti lors d'une intervie sur Radio Biobío le 22 novembre 2019, cité dans Carlos PEÑALOZA PALMA, « Derechos humanos: El pasado que no pasa », *in* Mauricio FOLCHI (dir.), *« Chile Despertó ». Lecturas desde la Historia del estallido social de octubre*, Universidad de Chile., Santiago de Chile, 2019, p. 70-76. "*Nuestra sociedad podríamos decir que en este tiempo, en estos últimos 30 y pocos días, está enferma de una enfermedad grave. Supongamos que sea un cáncer [...] Cuando el tratamiento del cáncer se hace con quimioterapia, en algunos casos, y otros con radioterapia; cuando se busca solucionar ese problema, en el ejercicio del uso de esas herramientas médicas, se matan células buenas y células malas. Es el riesgo que se somete cuando se usan herramientas como las armas de fuego, es complejo."*

[100] Chiffre de l'Institut National de Droits Humains (INDH), repris dans *Ibid.*

[101] *Ibid.* p. 72 "*La presencia de militares en las calles durante el Estado de Excepción, el toque de queda y un discurso bélico contra la población, han sido un detonante de la memoria del trauma dictatorial."*

[102] EL DESCONCIERTO, *Desaparecidos en Estado de Emergencia: Los recursos de abogados y familiares para iniciar su búsqueda*, https://www.eldesconcierto.cl/2019/10/26/desaparecidos-en-estado-de-emergencia-los-recursos-de-abogados-y-familiares-para-iniciar-su-busqueda/, consulté le 5 juin 2020.

annexe 8), sous la *Plaza Italia* (renommée par les manifestants en *Plaza de la Dignidad*), a été désigné comme un centre de torture par plusieurs témoignages. Il existe encore une controverse sur la véracité de ces accusations, démentie par les autorités, bien qu'une enquête ait été lancée contre 14 agents le 6 novembre. Néanmoins, il semble que le simple fait que la torture soit évoquée représente un marqueur du traumatisme de la société qui a été réactivé par l'insurrection. La combinaison de trois dispositifs répressifs utilisés par la dictature a déclenché un parallèle entre Pinochet, le président-dictateur qui a installé le modèle néolibéral, et Sebastián Piñera, le président qui semble vouloir défendre le modèle à tout prix, au moins dans les premières semaines de l'explosion sociale. Ainsi, un des slogans le plus utilisé dans les manifestations a été le suivant : *« Piñera, conchetumadre, asesino, igual que Pinochet ».* Enfin, comme sous la dictature, les acteurs internationaux développent une critique des pratiques du gouvernement chilien à l'encontre de sa population : *« Le jeudi 21, un rapport d'Amniesty International confirme les violations de droits humains selon un « schémas constant » au sein d'une « politique de châtiment ». Le gouvernement refuse le rapport et les Forces Armées les accusent de mentir »*[103]. On retrouve encore une fois des relations analogues entre les acteurs, pouvant une fois de plus réactiver la mémoire.

L'autre slogan qui symbolise la contestation est « Chile despertó », (« Le Chili s'est réveillé »). Le pays s'est réveillé selon plusieurs aspects : l'aspect mémoriel que nous venons d'évoquer, l'aspect socio politique, mais ce sont aussi des pratiques politiques et des symboles qui sont réapparus. Les références culturelles à la résistance à la dictature, mais aussi à certains soutiens du Président Allende sont multiples. Cette transmission se culturelle se fait notamment musicalement, à travers la chanson *El derecho de Vivir en Paz* (Le droit de vivre en paix) du chanteur et militant de l'Unité Populaire Victor Jara, torturé et tué dans les premiers jours qui suivirent le coup d'État. Écrite à l'origine dans le cadre international de la dénonciation des crimes commis lors de la guerre du Vietnam, l'histoire de son auteur l'ont converti en symbole de la résistance à la dictature, notamment pour la gauche chilienne. En 2019, elle acquiert un autre potentiel symbolique, alors que les mécanismes répressifs et les violations presque systématiques, selon plusieurs ONG, de droits humains recommencent à marquer la vie du pays. Elle devient alors un hymne représentant les aspirations de la société chilienne en lutte : dignité, liberté et égalité. De la même manière, la chanson *El Pueblo Unido Jamás será vencido* (Le peuple uni ne sera jamais vaincu), écrite par Sergio Ortega pour être l'hymne de l'UP d'Allende, marque aussi les manifestations de 2019, bien qu'elles ne soient pas caractérisées par une conduite partisane qui pourrait la rapprocher de l'UP. Les exemples de ces deux chansons, que nous retenons parmi de nombreuses autres manifestations artistiques, permettent de souligner le pont culturel qui se crée entre 1973 et 2019, entre le modèle économique installé par le coup d'État de Pinochet et la lutte contre ce même modèle. L'annexe 9 illustre une nouvelle fois, via l'expression sur les murs, le parallèle que réalisent les manifestants. De plus, la création de symboles communs contribue, dans une certaine mesure, à créer une unité entre les individus qui participent aux manifestations. Si la seconde recouvrait déjà un sens pour la gauche chilienne, en particulier pour le PC, la première n'aurait certainement pas acquis une valeur symbolique aussi forte sans la répression de la police et de l'armée. L'apparition dans les manifestations d'un drapeau chilien noir, en mémoire aux morts de l'insurrection, vient renforcer l'idée de Garretón et Donoso de la création d'une forme d'unité politique, via des symboles communs, suite aux violences subies par les manifestants[104].

Ainsi, les différents acteurs de l'insurrection, qu'ils soient en faveur du mouvement ou non, ont tous été confrontés au retour de la mémoire de la dictature, une mémoire qui est à la fois douloureuse

---

[103] C. RUIZ, *Octubre Chileno. La Irrupción de un Nuevo Pueblo*, *op. cit*. p. 17. *"El jueves 21, el informe de Amnistía Internacional confirma las violaciones a los derechos humanos bajo un « patrón consistente » dentro de una « política de castigo ». El gobierno rechaza el informe y las Fuerzas Armadas lo acusan de mentir."*

[104] RADIO UNIVERSIDAD DE CHILE, *Tras las Líneas: del estallido social, Conversaciones con Manuel Antonio Garretón*, Santiago de Chile, 2020.

et mobilisatrice. Ce retour mémoriel est dû aux mouvements des étudiants, et à leurs affrontements avec les forces de police et, dans une moindre mesure, l'armée. En réveillant la société, les lycéens et les étudiants, dont les protestations ont souvent été dénigrées, ont gagné le respect et l'admiration de toute la société : *« Dans les évènements agités que nous vivons, ces jeunes sont passés du pire dénigrement à la reconnaissance de l'immense majorité de la société »*[105]. Ils vont également permettre de sortir des mobilisations sectorielles, pour amener progressivement une critique plus globale du système néolibéral chilien.

3.3 UN PEUPLE QUI SE REGARDE : LA PRISE DE CONSCIENCE D'UN SYSTEME QUI GENERE LES INEGALITES

La hausse du ticket de métro, malgré son faible impact financier, peut être analysée comme un symbole du système chilien. Premièrement, elle répond à une logique économique d'optimisation absolue des coûts et des gains, selon une logique purement comptable, sans prendre en compte les autres variables, telles que le symbole de la mesure ou son impact sur les populations les plus précaires. De plus, l'origine de cet ajustement du prix n'est pas anodine : elle a été pensée par un panel d'experts, convoqué par le gouvernement. Ce processus d'élaboration de politiques publiques par des experts économiques est, rappelons-le, un marqueur de la démocratie de marché qui s'est installée au Chili après la dictature : *« L'économiste n'est plus un conseiller du pouvoir politique parmi d'autres, il devient l'assesseur privilégié et le principal concepteur de politiques publiques »*[106]. Il est intéressant de noter qu'une des premières réponses du gouvernement face à la crise sociale fut… la convocation d'un panel d'experts. Dernier aspect, cette mesure concerne essentiellement les plus pauvres : ceux qui sont obligés de prendre le métro, et ne peuvent pas adapter leurs horaires pour éviter le tarif des heures de pointes. La combinaison de ces 3 facteurs fait de la hausse du ticket une expression parfaite des défauts du néolibéralisme chilien : une optimisation comptable de ce qui peut être considéré comme un service public, préconisée par des économistes, qui se fait au détriment des plus pauvres. Il faut également ajouter à cette expression la figure de Sebastián Piñera, symbole de la proximité entre le monde politique et le monde entrepreneurial et de la classe qui bénéficie le plus du système inégalitaire chilien.

Tous ces éléments, alliés au réveil de la mémoire par la répression, ont fait évoluer les revendications, la faisant passer d'un mouvement social contre une réforme ponctuelle, ou un dispositif précis, comme ça a toujours été le cas depuis le retour à la démocratie, à une insurrection contre un système. Avant d'analyser la critique politique développée par le mouvement social, il semble important d'analyser la « masse » qui est descendue dans la rue, et sa relation avec le classe politique. L'élément le plus marquant est sans doute l'absence des partis politiques et, dans une moindre mesure des syndicats. Bien que la PC ait participé aux manifestations, et ait été le seul parti à soutenir sans réserve l'insurrection, il n'a été que très peu visible. La CUT, quant à elle, a appelé à deux journées de grève générale en octobre et novembre, ayant donc un rôle plus important que les partis grâce à son histoire d'outil d'organisation des travailleurs. Néanmoins, la « marcha más grande de Chile » n'est pas une initiative syndicale ou partisane, les acteurs individuels se sont autoconvoqués grâce à différents appels sur les réseaux sociaux. Ainsi, ce n'est plus l'organisation des travailleurs sur leur lieu de travail qui prime, mais bien la présence en un lieu donné, à une heure donnée, lors d'une manifestation, qui donne son pouvoir à la masse : *« Le lieu qui crée la reconnaissance de la multitude comme majorité, ouvrant le chemin de la certitude de la possibilité de devenir maitre de son destin,*

---

[105] C. RUIZ, *Octubre Chileno. La Irrupción de un Nuevo Pueblo*, *op. cit*. p. 8 "*En el agitado curso que sigue, estos jóvenes pasaron de la más implacable denigración evitaría al reconocimiento de la inmensa mayoría de la sociedad"*

[106] M. GARATE CHATEAU, *La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003*, *op. cit*. p. 405

est donc la rue, et non plus l'usine ou le bureau »[107]. L'explication de ce changement de paradigme se situe dans la structure même du néolibéralisme : il individualise les formes de travail et les expressions du mal-être, de sorte que le vécu d'un individu n'est plus celui de son voisin, les problématiques ne sont plus subies de manière collective mais de manière individuelle, ce qui empêche l'organisation. Ni les partis, ni les syndicats n'ont su s'adapter à cette évolution, ce qui explique leur perte profonde de légitimité. La grande particularité de l'insurrection d'octobre réside dans la prise de conscience des citoyens chiliens : le mal-être de chacun, vécu selon des modalités différentes, a une source commune, le néolibéralisme. Dans le Chili post octobre 2019, le conflit de la société devra être pensé, notamment par les acteurs de gauche, différemment de la dichotomie classique entre prolétariat et bourgeoisie, comme le souligne Gabriel Salazar dans une de ses premières analyses des évènements : *« L'ennemi du peuple n'est plus la bourgeoisie ou l'impérialisme, comme par le passé, mais une classe politique civile qui n'a jamais directement représenté le peuple et qui protège les capitaux internationaux, desquels dépendent le maintien de cette classe »*[108]. De plus, les revendications exprimées traduisent la volonté de sortir de la dichotomie classique de sacrifice de la liberté au profit de l'égalité (dans le cas du socialisme) ou de l'égalité au profit de la liberté (dans le cas du capitalisme néolibéral). L'explosion sociale se situe donc à l'intersection de deux crises, l'une économique, celle du modèle néolibérale, l'autre politique, celle du rejet de la classe politique dans son ensemble. Dans ce cadre, il ne peut plus exister de partie de masse, qui conduit politiquement une masse suiveuse en l'encadrant via des symboles et une idéologie, en tirant leur légitimité de l'adhésion plus ou moins massive des citoyens. Pour Salazar, il se joue la « ciuadadanización » (qu'on peut traduire par le néologisme « citoyennisation ») de la politique[109], car les citoyens deviennent des acteurs politiques à part entière, et plus uniquement source de légitimité pour un organe exogène.

Il se joue alors, reprenant la thèse de Carlos Ruiz, la création d'un « nouveau peuple » : de la même manière que le néolibéralisme avait façonné une société de consommateurs, l'insurrection appelle la sortie de ce modèle de société, vers des formes qui ne sont pas encore déterminées. L'auteur souligne la volonté de ne plus faire le jeu des dominants, en portant des revendications visant à améliorer les conditions de vie au sein du système hégémonique. Pensée selon ce prisme, une hausse de salaire, même si c'est une revendication juste, relève en réalité d'une aspiration à consommer plus et ne remet en aucun cas en cause le modèle. Ainsi, on peut analyser l'expression des revendications de 2019 ainsi : *« Ils ne le font pas uniquement comme consommateurs, ils exigent de la reconnaissance, c'est-à-dire le droit d'être les décideurs légitimes de leur propre vie, et de ne pas réduire leur participation à la société au simple choix entre des options proposées, élaborées par les élites politiques ou empréssariales. »*[110]. Il est possible d'analyser cette volonté à travers l'opposition entre libre arbitre et liberté développé par Hannah Arendt[111] : les citoyens chiliens disposaient, dans une certaine mesure et uniquement depuis le retour à la démocratie, de libre arbitre et souhaitent désormais

---

[107] C. RUIZ, *Octubre Chileno. La Irrupción de un Nuevo Pueblo*, *op. cit*. p. 68 "*Es entonces la calle, y no la fábrica ni la oficina, la que viene ya hace rato dejando a esta multitud reconocerse como mayoría, abriéndole el camino hacia certeza de que es posible que se convierta en la dueña de su destino"*

[108] Gabriel SALAZAR VERGARA, « El «reventón social» en Chile Una mirada histórica », *Nueva Sociedad | Democracia y política en América Latina*, , 2019. "*El enemigo del pueblo ya no es tanto, hoy, la burguesía en sí o el imperialismo en sí, como en el pasado, sino una clase política civil que no ha representado nunca directamente al pueblo y que escuda a los capitales internacionales a los cuales protege y de los cuales depende su «desarrollo» como clase"*

[109] CNN CHILE, *Gabriel Salazar Si el presidente Piñera tuviera un mínimo de conciencia histórica y sensibilidad*, Santiago de Chile, CNN Chile, 2019.

[110] C. RUIZ, *Octubre Chileno. La Irrupción de un Nuevo Pueblo*, *op. cit*. p. 108 "*Lo hacen no solo como consumidores, sino exigiendo reconocimiento, es decir, derecho a ser legítimos productores de sus vidas, a ser los autores de su camino y no reducir su participación en la sociedad a escoger las opciones dadas, sean estas elaboradas por élites políticas o empresariales. Se entiende la libertad como capacidad de elegir entre lo que otros pueden crear."*

[111] Le libre arbitre est la faculté d'un individu de choisir entre des options prédéterminées, la liberté est celle de produire ses propres options. Voir le chapitre « Qu'est-ce. que la liberté ? » dans Hannah ARENDT, *La crise de la culture: huit exercices de pensée politique*, trad. fr. Patrick LÉVY, Paris, Gallimard, 2000

être libres. Il est possible d'y voir une volonté d'autodétermination de la société, à mettre en parallèle avec les revendications d'autodétermination portées par les communautés mapuches depuis plusieurs décennies. La volonté populaire n'est donc plus seulement la recherche d'une amélioration des conditions matérielles de vie, mais bien la capacité de prendre en main la production de ces conditions. L'inefficacité des propositions faites par le gouvernement de Piñera peut alors être comprises sous ce prisme : l'objectif n'est plus l'amélioration du modèle, mais son changement pour redonner aux citoyens leur souveraineté. Néanmoins, cette remarque de Franck Gaudichaud, qui adopte une analyse néomarxiste en dégageant dans le processus insurrectionnel chilien une opposition de classes, reste pertinente : *« Le Gouvernement annonce le strict minimum, des mesures presque dérisoires. Il aurait pu annoncer n'importe quel projet d'augmentation des impôts pour les plus riches, mais rien : Piñera, qui fait partie de l'oligarchie financière, est complètement contrôlé par les grandes entreprises et n'a aucune intention de toucher aux intérêts des dominants »*[112]. En continuant cette analyse marxiste de la société, il est possible d'affirmer qu'il existe au Chili, une classe « pour soi »[113], celle qui bénéficie du modèle et le défend, et une immense classe « en soi »[114], composée de ceux qui subissent les inégalités du modèle. En 2019, le « nouveau peuple » chilien est peut-être l'aboutissement d'un processus de transition de classe « en soi » à « pour soi », consciente de ses aspirations et de son pouvoir souverain en tant que majorité citoyenne. Cependant, la pertinence de l'analyse marxiste dans le cas du Chili de 2019 semble prendre fin ici. En effet, il n'est pas (ou très peu) fait mention de collectivisation des moyens de productions ou d'installation d'une société socialiste. La volonté d'être libre au sens d'Arendt prime alors sur les aspirations les plus matérielles. La traduction politique de ce constat est la revendication pour une nouvelle constitution. Il faut noter que le pouvoir constituant souverain réside, dans le cas d'un État démocratique, dans l'expression majoritaire des citoyens. Or, même si la constitution chilienne actuelle a été adoptée par un referendum, en 1980, les conditions de l'élection laisse penser que l'exercice de libre arbitre n'était pas assuré. Depuis 40 ans, le pays vit alors avec un texte suprême qui ne représente pas l'expression de la souveraineté populaire. En se reconnaissant comme la majorité, les citoyens prennent alors conscience de cette contradiction, et souhaitent la réparer en élaborant souverainement un nouveau texte. Il s'agit également de l'aboutissement du processus de désignation de la constitution de Pinochet, non seulement comme partie du problème de la société, mais surtout comme verrou qui empêche de résoudre des problèmes économiques, qui ne devraient pas être régis par la constitution, comme le système de retraite ou l'organisation du système scolaire.

En venant cristalliser un certain nombre de processus déjà à l'œuvre dans la société chilienne, l'insurrection de 2019 finit de fixer l'assemblée constituante comme horizon des revendications populaires, auquel les partis politiques apportent une réponse le 15 novembre avec l'adoption d'un « Acuerdo Por la Paz y por una nueva Constitución ». Le sujet de la dernière partie de cet écrit sera l'analyse de cet accord et de la culmination du rejet des vieilles institutions.

3.4 L'ABOUTISSEMENT DE PROCESSUS DE REJET DES VIEILLES INSTITUTIONS… POUR EN CREER DE NOUVELLES

[112] *Franck Gaudichaud: "Observemos Chile para entender en qué clase de mundo quieren que vivamos"*, https://www.elsaltodiario.com/chile/franck-gaudichaud-pineira-entender-clase-mundo-quieren-vivamos, consulté le 13 avril 2020. *"Lo que el Gobierno está anunciando es realmente mínimo y en gran medida irrisorio. Podría haber habido algún progreso con el anuncio de los impuestos para los más ricos, pero nada: Piñera, que forma parte de la oligarquía financiera, está completamente controlado por las grandes empresas y no tiene intención de empezar a gravar a los dominantes"*

[113] Une classe « pour soi » est une classe sociale consciente d'elle-même, qui connaît ses intérêts et agit en leur faveur. Elle est un outil d'analyse sociologique, mais aussi une réalité politique.

[114] Par opposition, une classe « en soi » n'est qu'un outil d'analyse sociologique, car les membres du groupe ne sont pas conscients d'appartenir au groupe. Pour approfondir les définitions, voir Karl MARX, *Les luttes de classes en France*, Paris, Gallimard, 2002.

Si l'insurrection de 2019 n'a pas d'objectif politique clair, elle est marquée par le rejet des institutions traditionnelles, processus déjà entamé par les différents scandales de corruption survenus sous le deuxième gouvernement Bachelet. Pour Garretón, la corruption est le signe de deux phénomènes : la déconnection entre la société et le monde politique, et la contradiction entre l'ordre socio-économique de la dictature et l'ordre politique démocratique. Il définit la corruption dans le cas du Chili comme un problème structurel, intrinsèque au modèle, ce qui mène à cette conclusion : *« Le Chili possède un des systèmes économique, social et politique les plus corrompus : un système intrinsèquement corrompu augmente les possibilités de corruptions des individus et secteurs qui le composent, mais n'implique pas que les individus soient eux-mêmes nécessairement corrompus »*[115]. Ainsi, si la corruption se joue dans le système plus que dans les acteurs, résoudre cette problématique implique de changer le système, en sortant du cadre d'alternance entre dirigeants. De plus, le détournement de fond public afin de satisfaire un intérêt privé n'est pas réservé au monde politique. Ainsi, les scandales du « pacogate »[116] dans la police, et du « milicogate »[117] pour l'armée ont contribué à renforcer le rejet de ces deux institutions, qui atteint un pic en 2019, suite à la répression subit par les manifestants. Ainsi, les institutions garantes du maintien de l'ordre socio-poliitque sont rejetées de la même manière que les acteurs du monde politique. L'insurrection de 2019 n'a pas (encore) créé de nouveau cadre institutionnel pour le pays, mais elle en a posé les bases. Dans plusieurs interviews Garretón souligne la rupture qui s'est produit, avec l'idée que, même s'il est impossible de savoir où le pays va, il n'y a pas de retour en arrière possible après une telle explosion sociale[118]. Il pose la rédaction d'une nouvelle constitution comme seul moyen de sortir de la crise ce que comprenne les partis politiques en adoptant un accord permettant l'ouverture d'un processus constituant.

« El acuerdo por la paz social y por una nueva constitución »[119] propose plusieurs étapes d'expression populaire. Avant tout, il faut mentionner que le premier article de l'accord parle de « rétablir la paix et l'ordre public », ce qui officialise en quelque sorte, en faisant figurer une trace écrite rédigée par les législateurs, l'insurrection comme menace réelle à l'ordre institutionnel. L'expression citoyenne est partie intégrante du projet, avec un premier referendum en avril (reporté en octobre en raison de la pandémie de covid-19) autour de de deux questions : « a) ¿Quiere usted una nueva Constitución? Apruebo o Rechazo b) ¿Qué tipo de órgano debiera redactar la nueva Constitución? Convención Mixta Constitucional o Convención Constitucional. ». Le cas de la Convention Constitutionnelle est le plus simple : si l'option est retenue, une élection sera convoquée pour choisir des représentants, en appliquant le système électoral en vigueur pour les élections législatives. La Convention Mixte (1ère option), quant à elle, serait composée à 50% de membres élus uniquement pour y siéger et à 50% de parlementaires actuellement en fonction, en conservant les équilibres politiques actuels. Par exemple, la coalition de droite, *Chile Vamos*, qui dispose de 43% des sièges à l'actuelle assemblée[120] enverrait, dans le cas d'une Convention Mixte, environ 21% des constituants. Selon Garretón, cette proposition a des chances de gagner le scrutin[121] : il est très probable que les citoyens ayant voté « non » à la première question, votent en faveur d'une telle

---

[115] Manuel A. GARRETÓN MERINO, « Crisis estructural y corrupción institucionalizada: ¿cómo se sale? », *El Mostrador*, 23/04/2005 . "*Chile posee uno de los sistemas económico, social y político más corruptos: un sistema corrupto intrínsecamente potencia las posibilidades de corrupción de determinadas personas y sectores, pero ello no significa que la gente necesariamente sea corrupta"*

[116] Voir TVN CHILE, *Informe Especial: El Gran Robo*, Santiago de Chile, 2017.

[117] Voir TVN CHILE, *Informe Especial: Milicogate, corrupción en el Ejército*, 2015.

[118] On peut par exemple citer cette interview SUBÉLA RADIO, *#ChileDespertó: Manuel Antonio Garretón, entrevista completa*, Súbela Radio.

[119] Pour le texte intégral de l'accord, voir El Líbero, Texto íntegro del pacto por la paz social y una nueva Constitución, https://ellibero.cl/actualidad/por-la-paz-social-y-una-nueva-constitucion/, consulté le 8 juin 2020.

[120] Elle compte 68 des 155 députés qui compose l'assemblée. Source : Honorable Cámara de Diputadas y Diputados - Chile, https://www.camara.cl/, consulté le 9 juin 2020.

[121] SUBÉLA RADIO, *#ChileDespertó: Manuel Antonio Garretón, entrevista completa*, *op. cit*.

assemblée car elle limiterait les changements, et il est aussi probable que les partisans du « oui » se divisent, même s'il est impossible de savoir dans quelle mesure, entre les deux types d'organe constituant. L'introduction de ce deuxième système est une victoire pour les partis les plus à droite, qui souhaitent limiter les changements, notamment grâce au système de quorums de 2/3. Si ce taux n'est pas atteint, la proposition pourra être adoptée à la majorité simple en tant que loi, beaucoup plus facilement modifiable. Il faut également souligner des potentielles contradictions : s'il n'y a pas d'accord à hauteur de 2/3 des membres sur le type de régime, ce dernier pourra être défini par une loi, ce qui semble absurde. Une des solutions proposées par des analystes seraient de soumettre les propositions qui n'atteignent pas un tel taux à referendum, afin de pouvoir les inscrire dans la nouvelle constitution[122]. Dans le cas d'une convention mixte, il ne manquerait à la droite que 12% des sièges pour atteindre le seuil de 2/3, et pouvoir continuer à mettre en place les mêmes mécanismes de blocage qui sont à l'œuvre depuis la fin de la dictature.

Au sujet de l'accord pour la nouvelle constitution, il subsiste une question : cet accord témoigne-t-il d'une véritable écoute des revendications ou d'une volonté d'encadrer le processus constituant, alors qu'il est évident que la constitution de 1980 n'a plus d'avenir ? Il faut en effet souligner que presque tous les acteurs partisans qui ont signé l'accord ont été un jour en situation de pouvoir, et font partie de l'élite politique chilienne qui n'a pas intérêt à ce que le changement se réalise de manière trop radicale et incontrôlée. Or, les citoyens, en revendiquant une nouvelle constitution, témoignent de la volonté d'exprimer leur souveraineté, ce qui n'a jamais été réellement permis sous les gouvernements démocratiques. L'idée selon laquelle le pouvoir souverain ne peut pas pleinement s'exprimer dans un cadre définit par les institutions se développent alors, par crainte des mécanismes de blocage qui sont à l'œuvre depuis la fin du régime de Pinochet. De plus, il est possible de voir une contradiction théorique dans le fait qu'une institution qui va être remplacée (le Parlement) fixe les conditions et les modalités de son remplacement. Le changement radical proposé comme horizon politique se heurte alors, une nouvelle fois, à la tentative de blocage des partis politiques conservateurs, qui ont réussi à introduire des modalités pouvant empêcher l'expression pleine de la souveraineté populaire lors du processus constituant qui s'annonce : *« La proposition des chefs de parti revient à donner le contrôle du processus constituant aux anciennes machines politiques, quelle que soit la formule retenue »*[123]. Selon cette analyse, les partis disposent de deux modalités permettant de contrôler le processus : dans la première option, ils disposent *de facto* de 50% des sièges à l'Assemblée, dans l'autre, ils peuvent tenter d'écraser électoralement des citoyens indépendants qui ne disposeraient pas des moyens financiers et militants pour mener une campagne massive. Sur ce deuxième point, il semble que cet écueil ne soit pas réellement évitable, à moins de définir un processus constituant sans membres représentatifs, ce qui semble matériellement difficile. Si la critique reste pertinente, elle ne disqualifie par l'Assemblée Constituante comme moyen d'expression de la souveraineté populaire. Néanmoins la question que nous nous posions plus haut est toujours un sujet de controverse pour les analystes chiliens, notamment sur la question des quorums. En effet, si les risques mentionnés plus haut sont bien existant, d'autre soulignent qu'il est souhaitable que les nouvelles normes soient le produit d'accords renforcées : *« À la constituante, le quorum de 2/3 implique que la Constitution soit le produit de la volonté de grandes majorités, car le processus part d'une part blanche qui ne donne d'avantages à aucun secteur politique particulier »*[124]. Les mécanismes de quorums étant une des

[122] *Ibid.*

[123] Sergio GREZ TOSO, « Rebelión Popular y proceso constituyente en Chile », *in* Mauricio FOLCHI (dir.), *« Chile Despertó ». Lecturas desde la Historia del estallido social de octubre*, Universidad de Chile., Santiago de Chile, 2019, p. 16. "*De concretarse, la propuesta de estos jefes de partido significa entregar el control del proceso constituyente a sus desprestigiadas tiendas políticas pues, cualquiera de las fórmulas que se adopte"*

[124] Billet publié par 262 professeurs de droit et de Sciences politiques : « 'El Acuerdo por la Paz Social y la Nueva Constitución' no es una trampa – CIPER Chile ». *En la constituyente el quórum de 2/3 hace que la Constitución sea el producto de la voluntad de las grandes mayorías porque se parte de una hoja en blanco que no da ventaja a ningún sector político en particular"*

principales raisons de l'absence de changement profond dans le pays depuis la fin du régime de Pinochet, il est cependant logique que leur reproduction dans le futur organe constituant soit source de crainte.

Avant de conclure, il est important de rappeler la mise en garde de Donoso et Garretón : le lien entre le processus constituant et la création d'un nouvel ordre politico économique n'est pas certain[125]. Ni la future nouvelle constitution, ni l'accord pour y arriver, ne contribuent à améliorer les conditions matérielles d'existence de la population chilienne. Ainsi, les mécanismes d'endettement, d'inégalités dans la distribution de la richesse, dans l'accès aux soins ou encore le système de retraite sont toujours en vigueur et ne sont pas (encore) remis en cause. Les récentes émeutes dans les banlieues de Santiago donnent un exemple concret de ce constat : même si le pays va avoir une nouvelle constitution, en mai 2020, les chiliens les plus pauvres souffrent toujours de la faim, et rien ne dit que le nouveau texte leur garantira un meilleur accès à des droits élémentaires. En 2019, la volonté populaire exprimée dépasse le simple changement constitutionnel : il s'agissait de faire table rase du passé, de rompre avec l'ordre social, économique et politique mis en place par la dictature. À ce titre, la suppression de la constitution de 1980, et son remplacement par un texte réellement démocratique est nécessaire, en raison des enclaves autoritaires et des mécanismes de blocage qu'elle comporte. Au vu des manifestations qui ont continué après l'accord entre partis, parmi lesquelles on peut citer celle du 13 décembre qui a rassemblé entre 200.000 et 300.000 personnes ou celle du 8 mars, lors de la Journée Internationale des Droits des Femmes, qui a rassemblé au moins autant de personnes (très majoritairement des femmes) que celle du 25 octobre autour de revendications féministes. Bien qu'elle témoigne de revendications spécifiques à un groupe social, elle est un exemple de la conscience citoyenne que le combat pour des changements dans le pays ne s'est pas arrêté le 15 novembre, et ne s'arrêtera pas une fois que le nouveau texte sera adopté.

CONCLUSION

Depuis octobre 2019, le Chili connaît donc une insurrection massive, dont l'émergence ne relève pas du hasard. Elle est le produit de 30 années d'absence de remise en cause d'un système hautement inégalitaire, mis en place sous la dictature grâce à la répression des opposants. La complaisance, volontaire ou forcée, des gouvernements démocratiques à l'endroit des acteurs de la dictature de Pinochet, ainsi que l'acceptation des dirigeants de leur rôle d'administrateur du modèle, renonçant alors à la capacité de prise de décisions politiques profondes, sont deux éléments frappants. En comparant l'histoire de la transition démocratique à celles d'autres pays engagés dans le même type de processus, la transition chilienne semble anormalement douce. Ce constat est d'autant plus paradoxal que la fin du régime démocratiquement élu de Salvador Allende a été extrêmement brutale. Peut-on alors dire que la volonté de rompre avec le modèle dictatorial exprimée en 2019 aurait pu, et peut être du, s'exprimer dans les années 1990 ? Cela reviendrait à considérer la période de gouvernements démocratiques du pays comme une parenthèse, pendant laquelle le pays était endormi, avant de se réveiller l'année dernière. Ce serait oublier le rôle des gouvernements de la *Concertación* dans la validation du modèle, ainsi que dans son approfondissement. Il semble alors plus pertinent d'interpréter le réveil de la société comme la sortie d'un état d'apathie collective, durant laquelle le traumatisme de la dictature et la satisfaction toute relative de ne plus avoir peur de mourir à cause de ses convictions politiques ont empêché toute critique du modèle. Il faut également souligner, à la suite

[125] RADIO UNIVERSIDAD DE CHILE, *Tras las Líneas*, *op. cit*.

de Bourdieu, que la coupure entre l'économie, comme une force indépendante qui applique des contraintes sur les comportements individuels, et les réalités sociales, y compris les mouvements sociaux, est une des caractéristiques du néolibéralisme[126]. Dans le cas chilien, cette rupture est totale, à cause de la primauté du raisonnement scientifique économique sur le débat politique. Depuis le retour à la démocratie, le corps social ne s'est que très peu exprimé de lui-même, mais il n'a pas non plus été incité à s'exprimer par les partis, qui ont renoncé à leur rôle de production de projet politique. Contrairement à un mouvement social classique, l'insurrection de 2019 n'a pas non plus de projet politique clair, une des revendications principales étant la dignité. Ce concept abstrait témoigne du travail à accomplir dans le pays : il faut redonner du sens à la politique, pour remettre les individus et leur bien être au centre de la production de norme, en sortant de la vision purement comptable qui prime depuis 1973. Pour conclure en laissant la parole aux manifestants, le champ de réforme est très important, *« hasta que valga la pena vivir »* (jusqu'à ce que vivre en vaille la peine).

POST SCRIPTUM (AU 29/10/2020)

Malgré la pandémie de Covid-19, le referendum a bien eu lieu le 25 octobre 2020, un an après la « Marcha más grande de Chile ». Après plusieurs mois de campagne, qui n'était pas sans rappeler celle pour le referendum de 1988, le "oui" a remporté une large victoire avec plus de 78% des suffrages exprimés, et la même proportion en faveur de l'Assemblée Constituante. Cette victoire a largement été fêté dans le pays, comme un parachèvement de « *L'adios General »*[127] commencée 30 ans plus tôt. et Dans les semaines précédentes, après la phase la plus intense du Covid-19, les manifestations avaient repris afin de maintenir la pression sur le gouvernement et d'insister sur le fait que la rédaction d'une nouvelle constitution n'est qu'une étape vers un nouveau Chili. Certes, le referendum est l'aboutissement du processus politique concédé par Sebastián Piñera en novembre 2019, mais le chemin à faire pour que les idéaux soulevés lors de l'insurrection trouvent un aboutissement reste long. En témoignent des débats encore vifs sur une potentielle participation indigène lors de la Constituante[128], ou les récentes révélation sur les manipulations des médias dominant par le gouvernement[129], au plus fort de l'insurrection. Aujourd'hui, le mot d'ordre « libertad para los presxs de la revuelta » (liberté pour les prisonnier-e-s de la révolte) vient côtoyer les revendications d'égalité et de dignité, témoignant peut-être de l'entrée dans une phase post-insurrectionnelle. Les mois à venir seront certainement cruciaux pour le Chili : la rue va-t-elle réussir à maintenir la pression pour remporter des victoires à court terme (rappelons que la nouvelle constitution n'entrera pas en vigueur avant au moins 2 ans) ? Qui composera l'Assemblée Constituante ? Les partis traditionnels, rejetés en bloc par la population, parviendront-ils à s'inscrire dans le processus ? À le canaliser ? Des premières réponses seront sans aucun doute apportées à mesure que le mois d'avril, pendant lequel se tiendront les élections des représentants à la Constituante,

[126] Pierre BOURDIEU, « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde diplomatique*, 03/1998.

[127]Cette chanson du groupe Sol y Lluvia est devenue un hymne festif de la lutte contre Pinochet puis de célébration de sa chute. Voir : T13, *La historia de « Adiós, general », la canción más emblemática de Sol y Lluvia*, https://www.t13.cl/noticia/entretencion/la-historia-de-adios-general-la-cancion-mas-emblematica-de-sol-y-lluvia, consulté le 8 novembre 2020.

[128] *Aprueban escaños para indígenas en constituyente chilena*, https://www.telesurtv.net/news/proponen-chile-indigenas-participen-constituyente-20201030-0044.html, consulté le 8 novembre 2020.

[129] SANDRA DIJO, *A un año del estallido: Las reuniones secretas de Piñera y sus ministros con altos ejecutivos y rostros de televisión*, https://lavozdelosquesobran.cl/a-un-ano-del-estallido-la-reuniones-secretas-de-pinera-y-sus-ministros-con-altos-ejecutivos-y-rostros-de-television/, consulté le 8 novembre 2020.

BIBLIOGRAPHIE

RESSOURCES ACADÉMIQUES

Isabel ANINAT S. et CENTRO DE ESTUDIOS PÚBLICOS (SANTIAGO, CHILE) (dir.), *El pueblo mapuche en el siglo XXI: propuestas para un nuevo entendimiento entre culturas en Chile*, Santiago de Chile, Centro de Estudios Públicos, 2017.

Hannah ARENDT, *La crise de la culture: huit exercices de pensée politique*, trad. fr. Patrick LÉVY, Paris, Gallimard, 2000.

Critsobal BALBANTÍN et Ricardo SALAS, *Evadir, La filosofía piensa la revuelta de octubre 2019*, Santiago de Chile, Libros del almanecer, 2020.

Guillaume BOCCARA, *Guerre et ethnogenèse mapuche dans le Chili colonial: l'invention du soi*, Paris, L'Harmattan, 1998.

Edgardo BOENINGER, *Políticas públicas en democracia: institucionalidad y experiencia chilena, 1990-2006*, 2. ed. corr., Santiago de Chile, Uqbar Editores, 2008.

Pierre BOURDIEU, « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde diplomatique*, 03/1998 p.

Fernando CAMACHO PADILLA, « Authoritarian Legacies in post-Pinochet Chile », *Stochkolm Review of Latin American Studies*, 05, 2009.

Karim CAMPUSANO, Franck GAUDICHAUD, Sebastián OSORIO, Pablo SEGUEL et Miguel URRUTIA, « Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo. Una propuesta teórica para el análisis de la trayectoria reciente del movimiento sindical chileno », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos. Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo Mundos Novos - New world New worlds*, , 2017.

Maria Isabel CASTILLO, « Trauma político y memoría social », *Psicología Política*, 6, 1993, p. 95-116.

Sofía DONOSO, « Dynamics of Change in Chile: Explaining the Emergence of the 2006 Pingüino Movement », *Journal of Latin American Studies*, 45-1, 2013, p. 1-29.

Sofía DONOSO et Nicolás SOMMA, « "You Taught us to Give an Opinion, Now Learn How to Listen": The Manifold Political Consequences of Chile's Student Movement », *in* Moisés ARCE et Roberta RICE (dir.), *Protest and Democracy*, 1re éd., University of Calgary Press, 2019, p. 145-172.

Gonzalo DURÁN et Marco KREMERMAN, *Los Verdaderos Sueldos de Chile. Panorama Actual del Valor de la Fuerza del Trabajo Usando la ESI 2017*, Fundación Sol, 2018.

Luciana ECHEVERRÍA, Javier REBOLLEDO et Dauno TÓTORO, *Hasta que valga la pena vivir. La Revolución de octubre de 2019 en los muros de Santiago*, CEIBO., Santiago de Chile.

Ricardo FFRENCH-DAVIS, « La distribución del ingreso en Chile : deuda pendiente », , 2006.

Ricardo FFRENCH-DAVIS, *Entre el neoliberalismo y el crecimiento con equidad: tres décadas de política económica en Chile*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores Argentina, 2004.

Mauricio FOLCHI, *« Chile Despertó ». Lecturas desde la Historia del estallido social de octubre*, Universidad de Chile., Santiago de Chile, 2019.

FORO POR EL DERECHO A LA EDUCACIÓN (dir.), *Una década de luchas y propuestas por el derecho a la educación*, Santiago de Chile, Observatorio Chileno de Políticas Educativas (OPECH), 2015.

Nibaldo GALLEGUILLOS, « From Confrontation to Friendly Persuasion: An Analysis of Judicial Reform and Democratization in Post-Pinochet Chile », *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, 23-46, 1998, p. 161-192.

Manuel GARATE CHATEAU, « La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003 » École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), 2010.

Antonia GARCIA CASTRO, *La mort lente des disparus au Chili: sous la négociation civils-militaires, 1973-2002*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002.

Antonia GARCIA CASTRO, « Présence et absence des disparus dans la vie politique chilienne », *INRP*, , 2002.

Antonia GARCIA CASTRO, « La mémoire des survivants et la révolte des ombres : les disparus dans la société chilienne (1973-1995) », *Cultures & Conflits*, 24/25, 1997, p. 257-271.

Manuel Antonio GARRETÓN, María Angélica CRUZ, Félix AGUIRRE, Naim BRO, Elías FARÍAS, Pierina FERRETI et Tamara RAMOS, « Movimiento social, nuevas formas de hacer política y enclaves autoritarios. Los debates del Consejo Asesor para la Educación en el gobierno de Michelle Bachelet en Chile », *Polis. Revista Latinoamericana*, 30, 2011.

Manuel A. GARRETÓN MERINO, « Crisis estructural y corrupción institucionalizada: ¿cómo se sale? », *El Mostrador*, 23/04/2005 p.

Manuel A. GARRETÓN MERINO, *Incomplete democracy: political democratization in Chile and Latin America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003.

Manuel Antonio GARRETON MERINO, « Le second gouvernement de Bachelet : projet de transformation et crise politique », *Problemes d'Amerique latine*, trad. fr. Rachel THÉODORE et trad. fr. Gilles BATAILLON, N° 102-3, 2016, p. 13-33.

Manuel Antonio GARRETÓN MERINO, *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado: los gobiernos de la concertación en Chile, 1990-2010*, 1. edición., Santiago de Chile, CLACSO, 2012.

Franck GAUDICHAUD, « Du néolibéralisme chilien et ses diverses déclinaisons », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos. Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo Mundos Novos - New world New worlds*, , 2017.

Franck GAUDICHAUD, *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno: trabajo, « democracia protegida » y conflictos de clases*, Buenos Aires, CLACSO, 2015.

Franck GAUDICHAUD, « La voie chilienne au néolibéralisme. Regards croisés sur un pays laboratoire », *Nuevo mundo mundos nuevos*, , 2014.

Franck GAUDICHAUD, « Le poids de la défaite : Retour sur les origines de l'exil politique chilien (1970-1990) », *Hommes & migrations*, 1305, 2014, p. 9-15.

Franck GAUDICHAUD, María Cosette GODOY HIDALGO et Fabiola MIRANDA-PEREZ, « Chili actuel, à l'ombre du néolibéralisme. Eléments d'introduction », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos. Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo Mundos Novos - New world New worlds*, , 2015.

Naomi KLEIN, *La stratégie du choc: la montée d'un capitalisme du désastre*, trad. fr. Paul GAGNÉ, Arles, France, Leméac ; Actes Sud, 2008.

María Eliana LABRA, « La reinvención neoliberal de la inequidad en Chile : el caso de la salud », *Cad. Saúde Pública*, 18-4, p. 1046.

Christian LAVAL, « De l'Homme économique au sujet néolibéral ».

Mary Fran T. MALONE et Lucia DAMMERT, « The police and the public: policing practices and public trust in Latin America », *Policing and Society*, 0-0, 2020, p. 1-16.

Jorge MANZI, Soledad RUIZ, Mariane KRAUSE, Alejandra MENESES, Andrés HAYE et Edmundo KRONMÜLLER, « Memoria Colectiva del Golpe de Estado de 1973 en Chile », *Revista Interamericana de Psicología*, 38, 2004.

Karl MARX, *Contribution à la critique de l'économie politique.*, Paris, Hachette Livre BNF, 2014.

Karl MARX, *Introduction à la critique de l'économie politique*, Paris, L'Altiplano, 2008.

Karl MARX, *Les luttes de classes en France*, Paris, Gallimard, 2002.

Alberto MAYOL MIRANDA et Carla AZÓCAR ROSENKRANZ, « Politización del malestar, movilización social y transformación ideológica: el caso "Chile 2011" », *Polis. Revista Latinoamericana*, 30, 2011.

Tomás MOULIAN, *Chile actual: anatomía de un mito*, 1. ed., Santiago, Chile, ARCIS Universidad : LOM Ediciones, 1997.

Domingo NAMUNCURA (dir.), *Nueva constitución y pueblos indígenas*, Primera edición., Santiago, Pehuén Editores, 2016.

Sebastián OSORIO et Franck GAUDICHAUD, « ¿La democratización en contra de los trabajadores? La CUT, el movimiento sindical y el dilema de la transición pactada en Chile », *Les Cahiers de Framespa. Nouveaux champs de l'histoire sociale*, 27, 2018.

Fernando PAIRICAN PADILLA, *Malon: la rebelión del movimiento mapuche, 1990-2013*, Primera edición., Santiago, Chile, Pehuén, 2014.

Andrea PINOL BAZZI, *Democracia versus neoliberalismo 25 años de neoliberalismo en Chile*, Buenos Aires, CLACSO, 2015.

Marie POINSOT et Bernardo TORO, *L'exil chilien en France*, 2014.

RADIO UNIVERSIDAD DE CHILE, *Tras las Líneas: del estallido social, Conversaciones con Manuel Antonio Garretón*, Santiago de Chile, 2020.

Jesús REDONDO, « El fracaso escolar y la condicones estructurales de la escuela », *in Revista de SociologÍa Universidad de Chile*, 2000, vol.14, p.

Pía RIGGIROZZI et Chris WYLDE (dir.), *Handbook of South American governance*, Abingdon, Oxon ; New York, NY, Routledge, 2017.

Carlos RUIZ, *Octubre Chileno. La Irrupción de un Nuevo Pueblo*, Tapa blanda., Santiago de Chile, Taurus, 2020.

Gabriel SALAZAR VERGARA, « El «reventón social» en Chile Una mirada histórica », *Nueva Sociedad | Democracia y política en América Latina*, , 2019.

Gabriel SALAZAR VERGARA, *El poder nuestro de cada día: pobladores, historia, acción popular constituyente*, Primera edición del texto por CTIT., Santiago, LOM ediciones, 2016.

Gabriel SALAZAR VERGARA, *Movimientos Sociales en Chile. Trayectoria histórica y proyección política*, Santiago de Chile, Uqbar editores, 2012.

Gabriel SALAZAR VERGARA, *En el nombre del poder popular constituyente: Chile, siglo XXI*, Santiago, Chile, LOM Ediciones, 2011.

Augusto SAMANIEGO et Carlos RUIZ, « Pueblo Mapuche y Neoliberalismo », *in* Andrea PINOL BAZZI (dir.), *Democracia versus neoliberalismo 25 años de neoliberalismo en Chile*, Buenos Aires, CLACSO, 2015, p.

Nathalie SLACHEVSKY AGUILERA, « La révolution éducative au Chili : histoire de la construction d'un enjeu public (1973-2010) » Sociologie, Université Paris Descartes, Paris, 2017.

Carlos SOLAR, « Defence ministers and the politics of civil-military labour in Chile: a dialogue with Huntington's The Soldier and the State », *Contemporary Politics*, 25-4, 2019, p. 419-437.

Álvaro SOTO CARMONA, « La larga sombra del dictador », *in* Fernando Camacho Padilla (dir.), , Stochkolm Review of Latin American Studies., 2009, vol.05, p. 5-16.

Bárbara STALLINGS, « Las reformas estructurales y el desempeño económico », *in* Ricardo FFRENCH-DAVIS et Bárbara STALLINGS (dir.), *Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, p. 23-60.

Ximena TOCORNAL MONTT et María Paz VERGARA REYES, « La memoria del régimen militar. Un análisis psicosocial desde la perspectivasocioconstruccionista »Uiversidad Diego Portales, Santiago de Chile, 1998.

Víctor TOLEDO LLANCAQUEO, *Pueblo Mapuche: derechos colectivos y territorio ; desafíos para la sustentabilidad democrática*, 1. ed., Santiago de chile, Programa Chile Sustentable, 2005.

J. Samuel VALENZUELA, *La Constitución de 1980 y el Inicio de la Redemocratización*, The Kellog Institue, 1997.

Hernán VIDAL, « Cultura Nacional Chilena, crítica literaria y derechos humanos », *Series Literature and Human Rights*, 5, 1989.

RESSOURCES NON-ACADÉMIQUES

BLOQUE SOCIAL, *La crisis educativa en Chile. Diagnóstico y propuestas*, 2006.

CHILE, *Constitución política de la República de Chile.*, Santiago, Chile, Lexnova ediciones, 2011.

CLINIC, *PDI descarta existencia de centro de tortura en estación Baquedano*, https://www.theclinic.cl/2020/05/27/pdi-descarta-existencia-de-centro-de-tortura-en-estacion-baquedano/, consulté le 4 juin 2020.

CNN CHILE, *Gabriel Salazar Si el presidente Piñera tuviera un mínimo de conciencia histórica y sensibilidad*, Santiago de Chile, CNN Chile, 2019.

CNN CHILE, *G. Salazar: "Había que salvar el modelo neoliberal, que para EE.UU. era más importante que Pinochet"*, Santiago de Chile, 2019.

COOPERATIVA.CL, *Presidente Piñera: Chile es un verdadero oasis en una América Latina convulsionada*, https://www.cooperativa.cl/noticias/pais/presidente-pinera/presidente-pinera-chile-es-un-verdadero-oasis-en-una-america-latina/2019-10-09/063956.html, consulté le 30 mai 2020.

COORDINADORA NACIONAL DE ESTUDIANTES SECUNDARIOS (CONES), *Compendio de Demandas y Propuestas Estudiantiles*, Santiago de Chile, CONES, 2012.

« 'El Acuerdo por la Paz Social y la Nueva Constitución' no es una trampa – CIPER Chile ».

EL DESCONCIERTO, *Desaparecidos en Estado de Emergencia: Los recursos de abogados y familiares para iniciar su búsqueda*, https://www.eldesconcierto.cl/2019/10/26/desaparecidos-en-estado-de-emergencia-los-recursos-de-abogados-y-familiares-para-iniciar-su-busqueda/, consulté le 5 juin 2020.

EL MOSTRADOR, *Vuelven los cacerolazos: improvisación del Gobierno para enfrentar la "pandemia del hambre" reaviva las protestas en plena crisis sanitaria*, https://www.elmostrador.cl/destacado/2020/05/18/vuelven-los-cacerolazos-improvisacion-del-gobierno-para-enfrentar-la-pandemia-del-hambre-reaviva-las-protestas-en-plena-crisis-sanitaria/, consulté le 2 juin 2020.

EL MOSTRADOR, *Evidencias de torturas en subterráneo de estación Baquedano moviliza INDH a presentar acciones legales*, https://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2019/10/23/evidencias-de-torturas-en-subterraneo-de-estacion-baquedano-moviliza-indh-a-presentar-acciones-legales/, consulté le 4 juin 2020.

« Entrevista a Franck Gaudichaud: El estallido social, la centralidad del movimiento obrero y la rebelión contra el neoliberalismo », *La Izquierda Diario - Red internacional*, p.

FRANCE CULTURE, « Chili, un cinéma toujours en lutte? - Ép. 4/4 - L'histoire sur grand écran ».

Franck Gaudichaud: "Observemos Chile para entender en qué clase de mundo quieren que vivamos", https://www.elsaltodiario.com/chile/franck-gaudichaud-pineira-entender-clase-mundo-quieren-vivamos, consulté le 13 avril 2020.

El LÍBERO, *Texto íntegro del pacto por la paz social y una nueva Constitución*, https://ellibero.cl/actualidad/por-la-paz-social-y-una-nueva-constitucion/, consulté le 8 juin 2020.

Los murales que deja el estallido social – AmoSantiago, https://amosantiago.cl/los-murales-que-deja-el-estallido-social/, consulté le 30 mai 2020.

Honorable Cámara de Diputadas y Diputados - Chile, https://www.camara.cl/, consulté le 9 juin 2020.

OBSERVATORIO CHILENO DE POLÍTICAS EDUCATIVAS (OPECH), « Pongamos fin al experimento neoliberal en educación », *Le Monde diplomatique*, , 2019.

OBSERVATORIO CHILENO DE POLÍTICAS EDUCATIVAS (OPECH), « ¿Por qué hay que cambiar la LOCE y revisar la municipalización? »

OECD, *Educación en Chile*, OECD, 2018.

Carlos PEÑA, *Chile: El malestar en la cultura*, https://puntodecorte.com/chile-el-malestar-en-la-cultura-por-carlos-pena/, consulté le 23 avril 2020.

Carlos PEÑA, « Carlos Peña analiza "La Marcha Más Grande de Chile" y advierte: "Los partidos ya no conducen, son impotentes" ».

SANDRA DIJO, *A un año del estallido: Las reuniones secretas de Piñera y sus ministros con altos ejecutivos y rostros de televisión*, https://lavozdelosquesobran.cl/a-un-ano-del-estallido-la-reuniones-secretas-de-pinera-y-sus-ministros-con-altos-ejecutivos-y-rostros-de-television/, consulté le 8 novembre 2020.

Statistiques mondiales et régionales, données nationales, cartes, classements, https://knoema.fr//atlas, consulté le 30 mai 2020.

SUBÉLA RADIO, *#ChileDespertó: Manuel Antonio Garretón, entrevista completa*, Súbela Radio.

Aprueban escaños para indígenas en constituyente chilena, https://www.telesurtv.net/news/proponen-chile-indigenas-participen-constituyente-20201030-0044.html, consulté le 8 novembre 2020.

TVN CHILE, *Informe Especial: El Gran Robo*, Santiago de Chile, 2017.

TVN CHILE, *Informe Especial: Milicogate, corrupción en el Ejército*, 2015.

T13, *La historia de « Adiós, general », la canción más emblemática de Sol y Lluvia*, https://www.t13.cl/noticia/entretencion/la-historia-de-adios-general-la-cancion-mas-emblematica-de-sol-y-lluvia, consulté le 8 novembre 2020.

ANNEXES

Annexe 1 : Scolarisation des élèves selon les conditions socio-économiques des familles et le type d'établissement. (CONES, 2012)

Tabla 4

Grupo Socioeconómico	Municipal	Particular Subvencionado	Particular Pagado
Bajo	15%	6%	---
Medio Bajo	17%	21%	---
Medio	5%	18%	---
Medio Alto	1%	10%	1%***
Alto	---	---	6%***
Total	**38%**	**55%**	**7%*** **

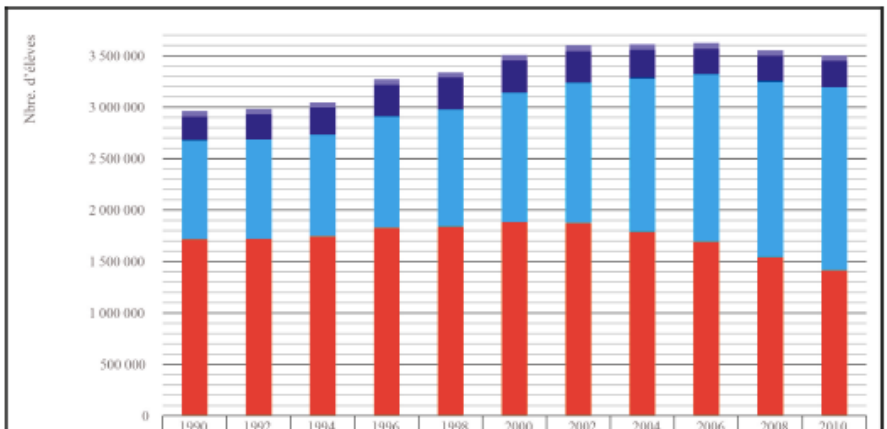
(---): Indica que los estudiantes de ese grupo socioeconómico son menos del 0,5% del total de estudiantes en ese tipo de establecimiento.

(***): Los datos otorgados por el MINEDUC en esta tabla, suman un total de %101. Estos datos fueron ajustados para que el total calce con el porcentaje correcto de 100% total.

Tabla de realización propia acorde a los datos del SIMCE 2010.

Annexe 2 : « Inscriptions scolaires par dépendance administrative ». (Slachevsky Aguilera, 2017)[130]

A – Inscriptions scolaire par dépendance administrative



	1990	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2008	2010
Corporations	57 252	53 362	50 868	52 712	50 334	55 265	57 879	51 522	56 350	55 086	54 148
Privée	228 205	245 585	264 615	309 468	309 378	312 808	306 029	279 571	247 357	252 104	253 800
Privée-Subventionée	960 460	963 061	985 854	1 080 412	1 138 080	1 256 116	1 361 944	1 491 217	1 627 597	1 703 457	1 782 705
Municipal	1 717 222	1 721 375	1 746 235	1 828 022	1 840 184	1 884 320	1 875 362	1 787 807	1 693 042	1 543 137	1 412 803
TOTAL	2 963 139	2 983 383	3 047 572	3 270 614	3 337 976	3 508 509	3 601 214	3 601 214	3 624 346	3 553 784	3 503 456

MINISTERIO DE EDUCACION, Base de datos Centro de Estudios, http://datosabiertos.mineduc.cl/, consulté le 10 novembre 2015.

[130] N. SLACHEVSKY AGUILERA, *La révolution éducative au Chili : histoire de la construction d'un enjeu public (1973-2010)*, *op. cit.*

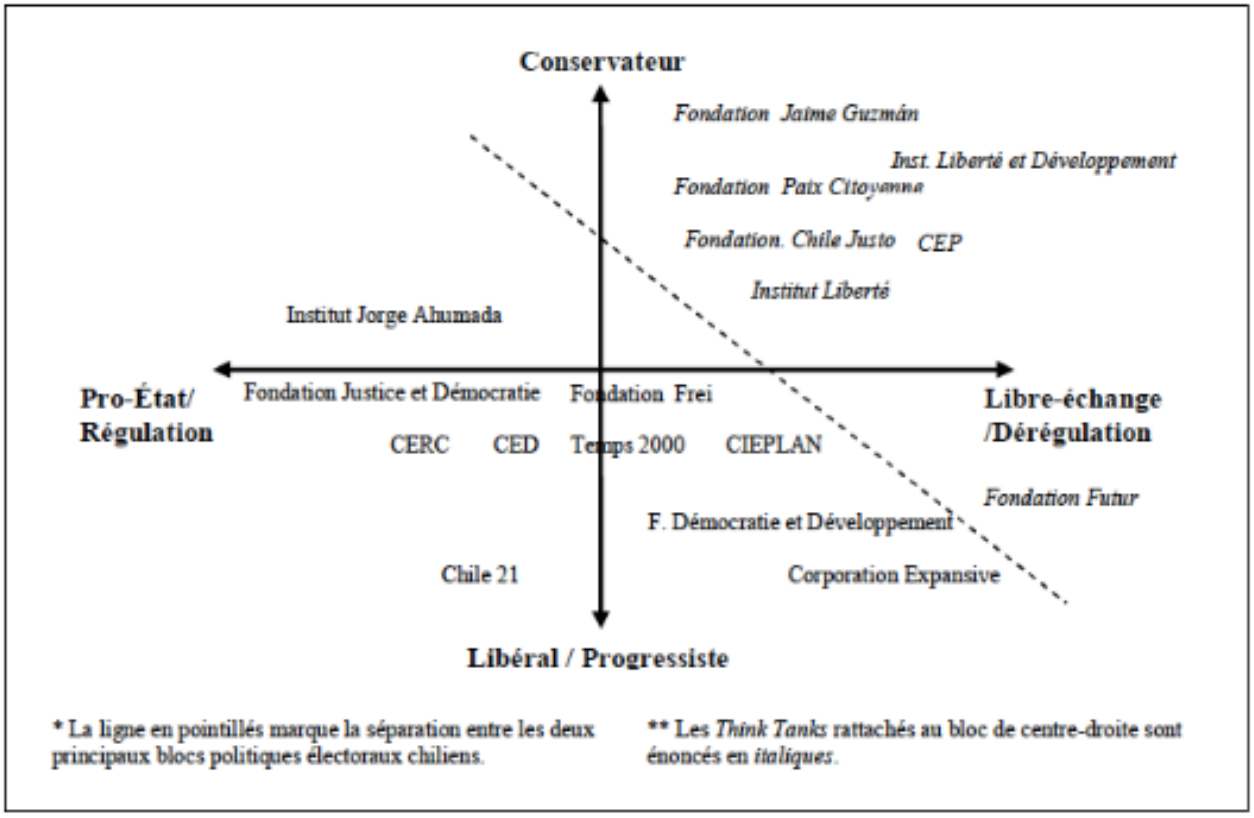
Annexe 3 : « Principales politiques économiques sous les deux premiers gouvernements de la Concertación (1990-2000) ». (cité par Gárate, 2010)[131]

Président / ministre de Finances	Politiques
Patricio Aylwin (1990-1994) Alejandro Foxley (1990-1994)	-1990 : réforme fiscale pour augmenter les dépenses consacrées à des programmes sociaux -1990-94 : augmentation des dépenses sociales, en particulier en matière de santé et d'éducation -1991 : réduction des tarifs douaniers de 15 à 11%, réforme du travail -1991 : privatisation des 40% restants de Lan Chile (compagnie aérienne) -1992 : libéralisation des normes d'investissement étranger, loi permettant à la CODELCO (cuivre) de s'associer aux capitaux privés -1993 : annonce de la privatisation de 39 entreprises appartenant à l'État (mine, électricité, etc.) -1994 : division de la compagnie publique CODELCO en 4 sections ; les sections non minérales seront privatisées -1990-94 : Traité de Libre Commerce (TLC) avec le Mexique; annonce d'un TLC avec les États-Unis
Eduardo Frei (1994-2000) Eduardo Aninat (1994-2000)	-1995 : ajustement des dépenses fiscales, austérité et contrôle du crédit ; les dépenses sociales restent une priorité atteignant 70% du budget en 1995, contre 63% en 1994 et 40% en 1996 -1995 : privatisation des entreprises sanitaires, des nouvelles autoroutes et concession privée accordée aux ports ; annonce de l'ouverture de la concession du service de transport ferroviaire -1997 : annonce de la privatisation partielle de l'ENAP (pétrole) et de l'ENAMI (mines) -1997 : réduction des tarifs douaniers de 11% à 6% dans un délai de 5 ans -1996-98 : TLC avec le Canada, annonce de TLC avec le Pérou et l'Union européenne -1998 : ajustement des taux d'intérêt et compression des dépenses publiques et des programmes sociaux dus à la Crise Asiatique

Source : Teichman, Judith, *The Politics of Freeing Markets in Latin America: Chile, Argentina, and Mexico*, UNC Press, 2001, p. 85.

[131] M. GARATE CHATEAU, La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003, op. cit. p. 355

Annexe 4 : « Répartition idéologique des principaux Think Tank chilien » (Gárate, 2010)

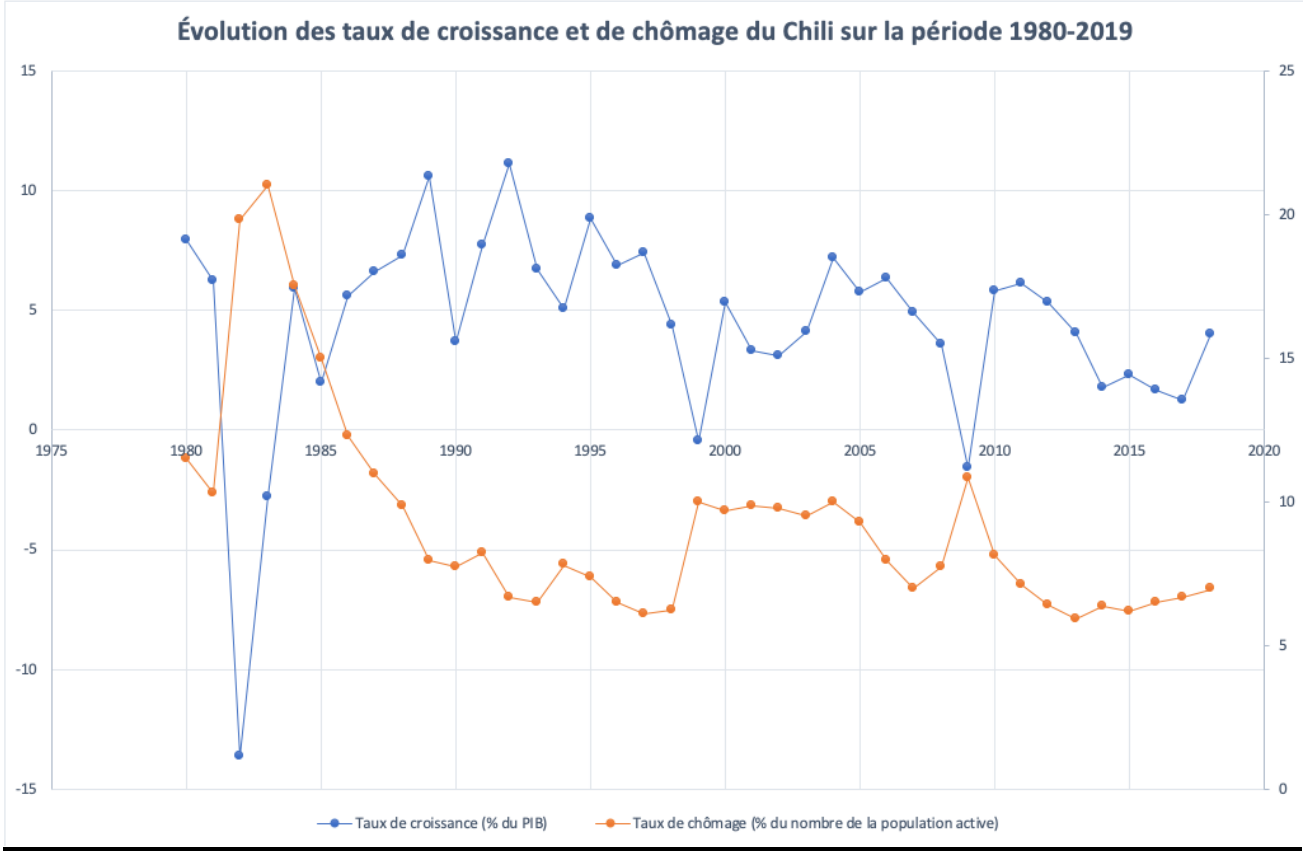


Source : notre élaboration personnelle à partir de l'information disponible dans les déclarations de principes ainsi que dans les documents programmatiques respectifs des organisations étudiées.

Annexe 5 : Tag représentant le visage de Camilo Catrillanca (2019) [132]

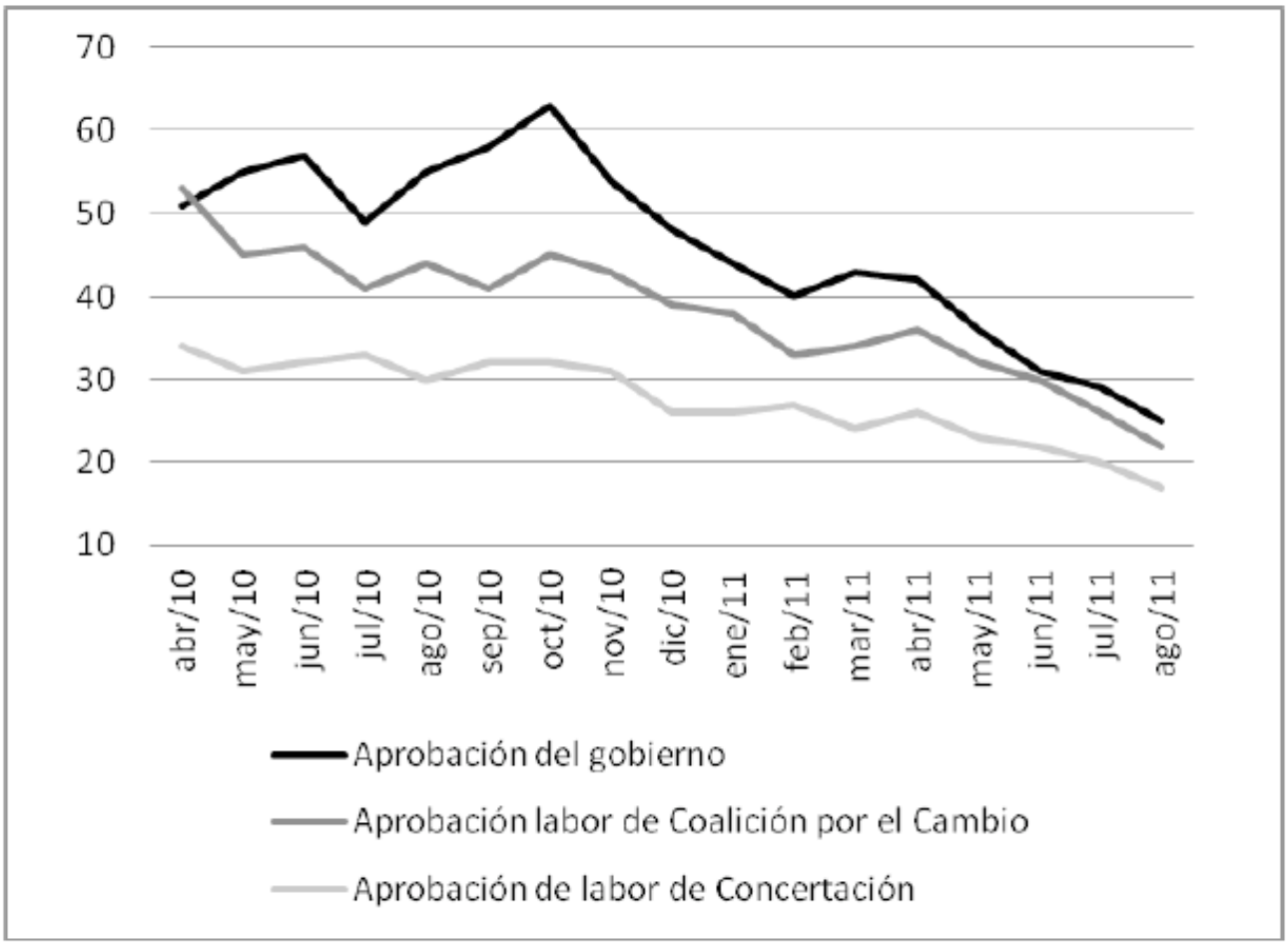
[132] *Los murales que deja el estallido social – AmoSantiago*, https://amosantiago.cl/los-murales-que-deja-el-estallido-social/, consulté le 30 mai 2020.

Annexe 6 : Évolution des taux de croissance et de chômage du Chili sur la période 1980-2019 (élaboration personnelle, à partir des données du gouvernement chilien)



Annexe 7 : Évolution de l'approbation des coalitions politiques et du gouvernement (Mayol Miranda et Azócar Rosenkranz, 2011)[133]

Gráfica 8
Evolución de la aprobación de coaliciones políticas y gobierno



Note : La *Coalición por el Cambio* est une coalition de droite, formée pour l'élection de 2009

[133] A. MAYOL MIRANDA et C. AZÓCAR ROSENKRANZ, « Politización del malestar, movilización social y transformación ideológica », art. cit. p. 13

Annexe 8 : Photos de deux entrées du métro *Baquedano* (26/10/2019)

Sur la première photo, on peut lire l'inscription « Bienvenido a 1973 » (« Bienvenu en 1973 »).

Sur la deuxième « Aquí se tortura » (« Ici, on torture »)

Annexe 9 : Deux exemples de tags sur les murs de Santiago (2019)[134]

[134] Luciana ECHEVERRÍA, Javier REBOLLEDO et Dauno TÓTORO, *Hasta que valga la pena vivir. La Revolución de octubre de 2019 en los muros de Santiago*, CEIBO., Santiago de Chile.